





Découvrez toutes nos solutions



la réussite est en vous



Septembre / Octobre 2023 ÉDITION DU LOIR-ET-CHER Gratuit

#205

www.lepicentre.online

Groupama Up / Espace entreprises, 2 avenue de Chateaudun CS1319 - 41013 Blois Cedex 02 54 74 30 39

PRÉSIDENT

François Delaisse

DIRECTRICE DE PUBLICATION → Delphine Sergheraert

Delphine Sergheraert direction@lepicentre.online 06 45 76 38 62

RELATIONS EXTÉRIEURES -

Philippe Duisit 06 33 22 43 19

Guillaume Malbo 06 33 12 77 56

CONTACTS COMMERCIAUX

Philippe Massicot 06 45 76 98 51

> Denis Labrune 06 86 70 03 85

IMPRESSION Maury Imprimeur

GRAPHISME → DCO'M Sabine Virault 06 83 05 56 51

MAQUETTE
Culture Com

RÉDACTEURS →

Estelle Cuiry, Stéphane De Laage, Bruno Goupille, Johann Gautier Laëtitia Piquet Sophie Manuel Frédéric Fortin Maxence Yvernault Émilie Marmion Camille Colloch

LES EDITIONS DE L'EPI - S.A.S. Au capital de 10 000 euros Siret 53804876000028 Dépôt légal & parution ISSN 2110-7831

Toute reproduction complète ou partielle du contenu de ce journal est interdite sauf accord préalable de la direction.





Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

pefc-france.org



Les climatologues et autres experts sont unanimes : il est urgent d'agir pour notre planète. L'eau se fait de plus en plus rare et, le 2 août dernier, la population mondiale avait déjà consommé l'ensemble des ressources que la planète peut produire et régénérer en un an. Outre ces considérations jugées trop alarmistes par certains, des solutions existent.

Prenons un autre exemple : l'énergie. Quelles qu'elles soient, ces fameuses énergies portent bien leurs noms. Les énergies fossiles sont vouées à ne plus être utilisées selon certains. Les énergies renouvelables, à l'inverse, sont vouées à se développer et à permettre aux générations futures de se renouveler dans le temps. Plutôt que de concentrer les recherches et les efforts financiers sur une seule source d'énergie, on parle plutôt de mix énergétique avec l'éolien, le solaire, le biométhane, la biomasse, la géothermie, ...

L'enjeu énergétique nécessite une concertation entre le grand public. les entreprises du secteur et toutes les entreprises en général, les collectivités locales, l'État et même l'Union Européenne et le monde entier. Avec la France et ses plus de 67 millions d'habitants sur les plus de sept milliards d'habitants que compte l'humanité, les questions énergétiques ne doivent pas rester franco-françaises. Une nationale peut-elle être efficace face à d'autres pays pollueurs comme les États-Unis, la Chine ou encore l'Inde?

Il s'agit aussi de faire plus qu'être pour ou contre telle ou telle énergie à côté de chez soi. Que ce soit à l'échelle de la France ou du monde entier, le même problème de départ persiste : l'urgence climatique. Un cercle vicieux en perspective ? Non, car cette démarche peut rapidement se transformer en cercle vertueux si les bonnes décisions sont prises.



Notre dossier du mois « Énergies de demain, la guerre du CO₂ » décrypte la production d'énergies en région Centre-Val de Loire et identifie quelques-unes de ces énergies prometteuses.

Bonne lecture et bonne rentrée à tous,

La rédaction

SOMMAIRE

5 EN BREF

L'ENTREPRISE VENDÔMOISE DARGAISSE REJOINT LE GROUPE PERSEUS

NICOLAS FRANÇOIS NOMMÉ DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DE L'APEC CENTRE-VAL DE LOIRE

6 À LA UNE

ÉNERGIE : LA CONSOMMATION ÉLECTRIQUE BAISSE, LA PRODUCTION RENOUVELABLE AUGMENTE



40 SPECTACLES

COMPAGNIE DU HASARD : LE RIDEAU TOMBE

LA HALLE AUX GRAINS, UNE PROGRAMMATION PROMETTEUSE!

45 GASTRONOMIE

MISS GOUMARD SE MET AU VERT



8 ACTUALITÉS

DEUX NOUVEAUX CLUBS D'ENTREPRISES EN LOIR-ET-CHER

L'AVENTURE GOYER SE POURSUIT

30 LE DOSSIER

ÉNERGIES DE DEMAIN, LA GUERRE DU CO₂

46 TOURISME

LES INFLUENCEURS QUI METTENT EN AVANT LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

18 LE MAG

L'INTERVIEW PAUSE CAFÉ DE Julien Lavergne AZ PRODUCTION

FAMILY BUSINESS Proludic : quand transmettre est un jeu d'enfant

EMPLOI FORMATION AFEC : un groupe national spécialiste de l'insertion et de la réinsertion

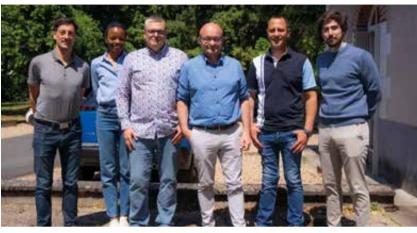
INNOVATION Le non-linéaire : une histoire à écrire le plus tôt possible



L'entreprise vendômoise Dargaisse rejoint le groupe Perseus

L'entreprise Dargaisse est basée à Vendôme depuis 1889. En juin dernier, elle a rejoint le groupe français Perseus. Ce dernier est spécialisé dans la conception et la réalisation de solutions techniques. Pour l'entreprise loir-et-chérienne, l'objectif est de poursuivre son développement et son expansion dans la continuité quant à la vision et les valeurs de l'entreprise. Florent Colliau, président d'Initiative Loir-et-Cher et Initiative Centre-Val de Loire, dirige désormais Dargaisse. Il rejoint Alexandre Barrier et Arnaud Monteil qui dirigeaient l'entreprise depuis 2015

La société Dargaisse est spécialisée dans la tôlerie fine de précision et tôlerie industrielle. Depuis 1889, elle accompagne ses clients de la conception à la fabrication sur mesure ou en série. L'expertise de ses salariés basés à Vendôme, son bureau d'étude et son parc de machines font de l'entreprise un partenaire sollicité par les grands donneurs d'ordre nationaux et internationaux. Depuis 2015, la société a élargi ses activités à d'autres secteurs tout en continuant à investir dans des équipements de pointe.



9 rue Marc Seguin 41100 Vendôme 02 54 23 11 40 • contact@dargaisse.fr https://www.dargaisse.fr/ • http://www.perseus-entreprises.com/

Nicolas François nommé délégué régional de l'Apec Centre-Val de Loire

Nicolas François est le nouveau délégué régional de l'Association pour l'emploi des cadres (Apec) en région Centre-Val de Loire. Nommé en juillet dernier par Gilles Gateau, directeur général de l'Apec, il succède à Cyrille Longuépée. L'Apec Centre-Val de Loire compte deux centres, à Tours et Orléans, et 18 collaborateurs.

En 2022, on compte 7 210 embauches de cadres en région Centre-Val de Loire, soit une hausse de 12 % par rapport à 2021. 6 700 embauches de cadres sont prévues en 2023. Tours et Orléans concentrent plus de la moitié des offres dans la région. Autre particularité : l'industrie représente 18 % de la valeur ajoutée créée en région, contre 13 % à

l'échelle nationale.

« Je suis pleinement conscient des enjeux auxquels sont confrontées les entreprises de la région, en particulier les TPE-PME et les entreprises plus éloignées des grandes aires urbaines, explique Nicolas François. (...) Nous serons mobilisés pour que la mise en relation se fasse entre des entreprises, qui ont besoin de compétences cadres pour se développer, et des candidats et candidates qui nous font part de leurs aspirations et leurs attentes, qui depuis la crise sanitaire, ont largement évolué. Nous serons également fortement engagés auprès des cadres expérimentés et des jeunes diplômés, qu'ils soient en activité ou à la recherche d'un emploi. »





COMBUSTIBLE SOLIDE DE RÉCUPÉRATION

Nous vous proposons une solution durable pour l'amélioration de la gestion de vos déchets complexes.





de valorisation





de rejets de CO2



Contactez-nous!

5 rue de la Vallée du Loir 41310 Saint-Amand-Longpré

cap.recyclage@chavigny.fr

02 54 82 39 20

Énergie : la consommation électrique baisse, la production renouvelable augmente

Freinée par la crise énergétique, la consommation d'électricité en Centre-Val de Loire a diminué en 2022. Dans le même temps, la production, largement excédentaire grâce au nucléaire, voit la part des énergies renouvelables progresser. RTE investit pour l'acheminer.

En Centre-Val de Loire, on n'a pas de pétrole mais on a de l'électricité. Grâce aux quatre centrales nucléaires (Belleville, Dampierre, Saint-Laurent et Chinon) refroidies par la Loire, la région produit, en temps normal, environ 70 TWh (térawattheures = 10 puissance 12 (1012) wattheures) alors que la consommation locale plafonne autour de 16 TWh. Sur le podium de l'énergie électrique, le Centre-Val de Loire occupe la deuxième place nationale pour la production, derrière Rhône-Alpes, et la première place pour l'exportation. Car le très large excédent de production, de près de 74 %, est exporté vers les régions voisines.

Transporter le courant, c'est le job de RTE (Réseau de transport de l'électricité) qui a aussi pour mission de gérer les flux et l'équilibre entre production et consommation.

La production nucléaire au plus bas

Sur ses écrans de contrôle, Carole Pitou-Agudo, la déléguée régionale Ouest de RTE, a constaté que la consommation d'électricité avait baissé en 2022. « En Centre-Val de Loire, la réduction a été plus marquée en mai et surtout en novembre, de l'ordre de 17 %, du fait des appels à la sobriété consécutifs à la crise énergétique. Sur l'ensemble de l'année, la diminution atteint 4,2 % », explique-t-elle. Dans le même temps, la production régionale d'électricité a enregistré, elle aussi, une chute de près de 8 % en raison de la mise à l'arrêt des réacteurs nucléaires pour maintenance et contrôle des phénomènes de corrosion sous contrainte. « Le parc nucléaire régional a atteint sa capacité de production la plus basse depuis 1993, indique Carole Pitou-Agudo, mais les perspectives pour l'automne et l'hiver 2023 sont beaucoup plus favorables que l'an dernier. »

344 millions d'euros d'investissement

Si elle reste encore très marginale par rapport au nucléaire, la production d'énergie renouvelable (éolien, solaire, hydraulique...) ne cesse de croître en Centre-Val de Loire. « Le parc d'énergie renouvelable a augmenté de 13 % en 2022, précise la déléguée



Transporter l'électricité et entretenir le réseau, missions fondamentales de RTE.



Carole Pitou-Agudo, déléguée régionale Ouest de RTE.

régionale de RTE, ce qui s'est traduit par une augmentation de 57 % de la production solaire et une légère baisse de l'éolien en raison de conditions de vent moins favorables. »

Même si elle ne représente encore que 6 % de la production régionale, l'énergie renouvelable nécessite des investissements dans les infrastructures pour la collecter et l'acheminer à bon port. Dans son enveloppe régionale de travaux sur ses réseaux, d'un montant de 456 millions d'euros pour la période 2022-2026, RTE a prévu de consacrer 139 millions d'euros aux énergies renouvelables. « Cela concerne la création ou l'extension de postes électriques et pas moins de 65 kilomètres de lignes souterraines à créer, ajoute Carole Pitou-Agudo. Sur la décennie à venir, nous allons investir 344 millions d'euros pour prendre en charge 4 gigawatts de nouvelle production d'énergies renouvelables. »



La carte des investissements de RTE dans l'accueil des énergies renouvelables. Les étoiles représentent les nouveaux postes électriques à créer, et les cercles les extensions de postes existants.

Starway, le fleuron du vélo à assistance électrique

Pour la troisième fois, le très « select » classement UFC-Que Choisir a récompensé l'entreprise Starway. Elle est, en effet, celle qui offre le meilleur rapport qualité-prix pour ses vélos à assistance électrique (VAE). Basée à Tours, l'entreprise poursuit sa croissance dans un secteur en plein essor, portée par une levée de fonds de 3 millions d'euros.

Voilà bientôt 40 ans que l'aventure de l'entreprise Starway a démarré. À ses débuts, dans les années 1980, l'entreprise travaille à Luynes, sur des vélos classiques (VTT, BMX...), puis elle prend un nouveau virage en 2009. Claude Grégoire, son dirigeant, déménage les locaux à Tours et s'attaque à un nouveau marché : celui du vélo à assistance électrique (VAE).

Démocratiser le vélo à assistance électrique

Le VAE n'est alors pas autant démocratisé qu'aujourd'hui, et il y a plusieurs freins à l'achat (poids, coût...). S'appuyant alors sur une étude américaine qui traite du sujet, le dirigeant choisit d'investir massivement dans la recherche et développement (R&D) pour proposer un « vélo facile, un vélo qui fait plaisir aux gens. Nous avons effectué un grand bout de chemin depuis nos débuts. Nous avons appris de nos échecs, lesquels nous permettent aujourd'hui de faire la différence. Nous développons notre propre technologie. »

Avec ses cinq sites d'assemblage en France, l'entreprise propose actuellement sept gammes de vélos. « Des milieux de gamme avec un panier moyen compris entre 1 790 et 2 390 € par vélo. Nous nous appuyons sur un réseau de 210 revendeurs dans toute la France », précise Dimitri Rouger, responsable produits.

L'entreprise vend chaque année 10 000 vélos, destinés à des clients particuliers comme à des entreprises désormais. « Le VAE n'est plus seulement un vélo de loisir. Il participe à la mobilité, voire est un outil de travail. L'ADMR de Tours vient d'ailleurs d'acquérir dix vélos pour que son personnel d'aides ménagères, qui se déplace sur Tours, puisse le faire en vélo », ajoute le responsable produits.

Une troisième distinction par l'UFC-Que Choisir

Déjà distingué en 2019 et en 2021 par l'UFC-Que Choisir pour deux de ses modèles (le Touring et l'Urban), la marque est de nouveau récompensée cette année pour le modèle Grand Touring. Starway obtient les trois premières places du classement des VAE offrant le meilleur rapport qualité-prix.

Cette nouvelle distinction, l'entreprise aura à cœur de la promouvoir pour séduire notamment une clientèle plus jeune. « Aujourd'hui, notre cible est âgée de plus de 50 ans. Nous visions un rajeunissement de cette cible, notamment avec nos nouveaux modèles dont un modèle pliant et un modèle dit "SUV". Nous allons également démarrer en septembre les ventes via les réseaux sociaux », précise Dimitri Rouger.

Pour atteindre ses objectifs, Starway peut s'appuyer sur l'aide de trois fonds régionaux, dont France 2030 régionalisé, et d'un investisseur privé. Trois millions d'euros ont ainsi été levés en 2023 pour permettre de passer le cap de la production des 10 000 vélos annuels et investir davantage dans la R&D.



Dimitri Rouger, responsable produits chez Starway.

La capacité d'innover en tout temps

Il est clairement identifié que l'un des facteurs de non-achat d'un VAE est la peur du vol. Conscient du problème, Starway s'est emparé du sujet. Il est ainsi devenu opérateur d'identification agréé contre le vol dès 2021.

« Nos vélos sont livrés avec un antivol bloque-roue, une chaîne, et sont couverts par une assurance. Nous avons développé une assurance protection vol avec un agent MMA du Grand-Pressigny. Pendant six mois, nos clients sont assurés contre le vol (c'est compris dans le prix d'achat du vélo). S'ils se font voler le vélo pendant cette période, nous leur fournissons un vélo neuf. Après six mois, l'assurance passe à 3,90 € par mois. Avec des prix du marché d'assurance contre le vol de vélo compris entre 8 et 12 €, nous sommes donc très compétitifs! », souligne Dimitri Rouger. Compétitive, saluée pour la qualité de ses produits et innovante, l'entreprise est aussi précurseur dans son management. « Nous sommes une entreprise de quinze collaborateurs dite "libérée", indique Claude Grégoire. Chacun est son propre patron. Avec une moyenne d'âge de 30 ans, nous nous adaptons à nos jeunes collaborateurs et leur donnons envie de rester et de s'impliquer. Nous valorisons également de plus en plus notre démarche RSE, comme le travail avec des centres ESAT adaptés et des centres pénitentiaires. Nous sommes une entreprise résolument à taille humaine, qui est dans la coopération à chaque instant, que ce soit en son sein, avec ses clients et avec notre réseau de revendeurs. »

www.starway.fr

Camille Colloch

Deux nouveaux clubs d'entreprises en Loir-et-Cher

Annoncés au début de l'été 2023, deux nouveaux réseaux d'entreprises s'implantent en Loiret-Cher : le Business Club et le Réseau dynamique. Si le format des rencontres diverge, leurs philosophies restent assez proches, tout comme leur objectif commun de créer de la recommandation d'affaires.

Bien que ces deux réseaux soient différents, plusieurs éléments les relient. Tous deux sont originaires du nord de la France et n'étaient pas encore bien implantés en région Centre-Val de Loire. Ensuite, ils acceptent des activités diverses, y compris des dirigeants qui ne seraient pas des chefs d'entreprise (directeurs de banque, de sites industriels, de magasins par exemple). Enfin, tous deux se rassemblent sur des valeurs communes de sympathie et de limpidité des échanges. Pour le Blois Chambord Business Club (BCBC), on affirmera un caractère sympathique et simple des rencontres, quand chez le Réseau dynamique c'est la bonne humeur et l'humilité qui priment. Enfin, ils privilégient le créneau du midi pour leurs réunions : « Au lancement de mon activité, j'ai testé plusieurs clubs, mais le format ne me convenait pas forcément, notamment car c'était trop tôt le matin ou en soirée. Ce n'est pas forcément compatible avec une vie de famille », explique Julie Hurni, responsable du Réseau dynamique Blois et agent général de prévoyance

C'est après avoir découvert le réseau qu'elle a proposé au fondateur d'ouvrir une antenne dans le Loir-et-Cher. « J'ai vu l'activité de mon frère décoller grâce à ce petit groupe de 8-9 personnes. Nous avons longuement échangé sur ses avantages, comme le fait de constituer une équipe avec des activités et des personnalités complémentaires pour que l'entraide et la d'affaires s'établissent », recommandation poursuit-elle. Deux rencontres par mois sont organisées avec, en alternance, un atelier thématique (développement commercial, comptabilité), puis un rendez-vous plutôt axé sur la découverte des activités des membres. Le tout se terminant toujours par un repas, dans un lieu à chaque fois différent. À ces échanges s'ajoutent des rencontres individuelles entre les adhérents.

Même si tisser des relations professionnelles reste le fondement des clubs d'entreprises, le concept du Business Club est complètement différent. En effet, la rencontre mensuelle, prévue sur l'heure du déjeuner, se déroulera à Fleur de Loire. « L'un des fondements de ce réseau, c'est la qualité, tant dans les échanges que dans le restaurant, et bien sûr, des invités », affirme Gaëlle Poussin, cofondatrice du BCBC. Incontestablement, ce sont bien les interventions des personnalités qui se succèdent tous les mois qui font la renommée des Business Club. « Plus de 800 grands noms sont



Les membres du Blois Chambord Business Club.

référencés sur notre plateforme, explique Gaëlle Poussin, ce sont des sportifs de haut niveau, des dirigeants d'entreprises, des journalistes, etc. En tout cas, des hommes et des femmes inspirants par leur parcours professionnel et personnel. » Si l'invité d'honneur du lancement du club n'était pas encore connu au moment où nous rédigions ces lignes, le programme 2023-2024 annonce déjà les premières personnalités, comme Silvia Garcia, la directrice marketing monde de Coca-Cola, ou encore Yvan Bourgnon, le skipper aux 63 victoires et 18 records battus. « On aura parfois des invités un peu fous et indomptables, mais tout l'intérêt est de faire passer un bon moment à nos membres, en leur apportant un peu de hauteur dans leur quotidien », témoigne Frédéric Veillon, le cofondateur du BCBC.

Alors, si vous venez de créer votre activité, si votre métier est déjà représenté dans l'un des clubs existants en Loir-et-Cher, ou si, tout simplement, l'idée de rejoindre un club d'affaires vous tente, peut-être que l'un de ces deux réseaux vous conviendra ?

Émilie Marmion

EN PRATIQUE

Blois Chambord Business Club:

- Adhésion 1 700 € HT/an + 60 €/mois pour le repas
- Soirée de lancement le 02/10/2023 Amphithéâtre du Crédit agricole de Blois
- blois-chambord-business-club.fr LK

Réseau Dynamique Blois

- Adhésion 1 200 € HT/an + 40 €/mois pour le repas
- Rencontres tous les vendredis tous les 15 jours
- reseau-dynamique.fr

Il appartient aux responsables des clubs d'affaires d'accepter ou non de nouveaux adhérents, en fonction de leurs critères de sélection.

ACTUALITÉS | VIE DES ENTREPRISES

L'aventure Goyer se poursuit

Fougères-sur-Bièvre était bien animé en ce 7 juillet 2023, où le monde a afflué pour assister à l'inauguration du nouveau siège du Groupe Goyer.

Comme tous les vendredis, midi sonne le début du week-end pour les collaborateurs de Goyer. Ce jour-là, tous sont pourtant restés sur site, pour célébrer comme il se doit la dernière réussite de leur entreprise. Ils ne voulaient pas rater l'inauguration de leurs locaux flambant neufs. Goyer, c'est un peu comme la deuxième maison des collaborateurs, très attachés à cette firme à la base familiale. À leurs côtés, les élus du territoire, les directeurs de sites (notamment de la Pologne) et diverses personnalités étaient présents.

David Labardin, directeur général de l'entreprise rattachée depuis 2005 au Groupe Eiffage, a rappelé les fondements de ces nouveaux équipements : « Nous avions envie de rassembler différents services et de rapprocher les équipes sur un même site de travail. Les bâtiments sont ouverts vers l'extérieur pour faciliter les échanges. » Un projet mené depuis plus de deux ans et dont les constructions se veulent à la pointe des enjeux du développement durable : les panneaux photovoltaïques ont déjà produit



Fairfacade.



Inauguration des nouveaux locaux en présence des élus et des collaborateurs.

60 % de la consommation électrique du site sur les cinq premiers mois, la toiture blanche protège du rayonnement solaire, l'ossature bois et les matériaux biosourcés apportent un confort thermique et acoustique, tout comme la centrale de traitement d'air qui remplace la climatisation. Côté mobilité, les parkings sont équipés de bornes de recharge électriques et plus de 7 500 arbres et arbustes ont été plantés aux abords. Des locaux donc innovants, tout comme la maquette de la « fair façade », fièrement exposée près du cocktail, tout juste revenue des jardins de l'Élysée où elle a été sélectionnée pour figurer parmi la Grande exposition du fabriqué en France.

Avec toujours un train d'avance, le Groupe Goyer poursuit son développement qui fait la fierté des habitants et élus du Loir-et-Cher. Preuve en est, nombreux sont ceux qui avaient répondu présent. Tous ont salué l'épopée familiale née à Fougères-sur-Bièvre il y a près d'un siècle. Le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Marc Fesneau, avait tenu à faire le déplacement. Il a félicité « l'aventure familiale, territoriale et collective de l'entreprise, dont le savoir-faire est sans doute la clé ». Pour Jean-Luc Brault, président de la communauté de communes Val de Cher-Controis, c'est aussi grâce « aux compagnons de Goyer », les hommes et les femmes, que cet essor a été possible. Une richesse humaine, des outils performants, une organisation du travail et des produits tournés vers l'avenir, voici les socles du Groupe Goyer qui concourent à son dynamisme et à sa réussite à travers les âges.

Émilie Marmion



FFB 41 et 45 : aller de l'avant !

Lors de leurs assemblées générales respectives, les fédérations du bâtiment du Loiret et du Loir-et-Cher ont rappelé le paradoxe d'un secteur professionnel qui va bien mais qui peine à comprendre et faire avec les choix du gouvernement.

C'est ce qui ressort des assemblées générales qui se sont tenues à la fin du premier semestre. Fabrice Fouquet, le président de la FFB 41, n'a d'ailleurs pas mâché ses mots, d'autant que Nicolas Hauptmann, secrétaire général de la souspréfecture, était au premier rang. Les messages à l'attention de l'État ont donc été entendus fort et clair.

« Globalement, admet Fabrice Fouquet, magnanime, l'année 2022 a été bonne en termes de chiffre d'affaires, moins bonne si l'on regarde les marges. » Et pour cause, la hausse des matériaux s'est invitée sans crier gare. Et même si les prix de la construction ont répercuté une part de cette hausse (environ 15 %), le compte n'y est



Fabrice Fouquet, président de la fédération du bâtiment en Loir-et-Cher.



Erwan Croixmarie a été réélu en juillet dernier à la présidence de la fédération du Loiret.



pas. La règlementation RE2020 a elle aussi sa part de responsabilité, obligeant à l'utilisation de matériaux plus techniques.

« Le bâtiment a par ailleurs augmenté les salaires de ses compagnons, rappelle le président, ce qui n'est que justice, au regard de l'augmentation du coût de la vie. » Un coût qui ne touche pas que les salariés du bâtiment, mais aussi les candidats à l'accession à la propriété ou à la rénovation. Les taux bancaires se sont eux aussi envolés, réduisant la capacité d'emprunt, et donc les dépenses. « Nous sommes à la croisée de l'inflation forte et d'un pouvoir d'achat qui se réduit. »

L'analyse est bien entendu la même dans le Loiret. Erwan Croixmarie, qui vient d'être réélu à la présidence de la fédération départementale, essaie de redonner de la visibilité à ses entreprises adhérentes, après deux années de crise sanitaires et maintenant une crise mondiale de l'énergie. « On n'a pas réussi à diminuer le prix des matériaux, dit-il, mais on a négocié avec les donneurs d'ordre pour l'accompagnement de nos marchés et de nos entreprises. »

Soyons moteur pour faire mieux

Quant aux aides de l'État, la fédération fait le constat amer de la révision du prêt à taux zéro et du Pinel. « On ne comprend pas pourquoi casser une dynamique qui fonctionnait, s'interroge Erwan Croixmarie. Certes elle coutait 40 milliards d'euros à l'État, mais en rapportait 80 de TVA. » Fabrice Fouquet résume : « Nous sommes vent debout et souhaitons que les choses changent. Nous comptons sur les élus pour interpeller le gouvernement afin que les choses changent. »

Voilà qui a eu le mérite d'être clair. Le sous-préfet rappelant en écho, dans un discours très détaillé, les efforts de l'État pour soutenir le secteur.

Pendant ce temps, les entreprises peinent à recruter, il manque 400 emplois en Loiret, et les CFA manquent de jeunes. « On a créé une plateforme d'embauche avec une cartographie du Loiret, explique Erwan Croixmarie, partagée avec Pôle Emploi et les partenaires. Nous avons aussi créé six communautés de pays au sein de notre fédération, pour la faire mieux connaître et apporter une dynamique nouvelle dans les territoires. »

« Ne pas se lamenter et aller de l'avant, en particulier quand il s'agit de construire différemment, en mieux. » : Souleye Diouf, directeur général de 3F Centre-Val de Loire, suggère, lui, d'aller plus loin et d'engager une évolution plus radicale. « Le temps n'est plus à faire des projections lentes, il faut une évolution de rupture dans notre façon de construire. Oui c'est plus cher, mais c'est à ce prix que nous nous mettrons en conformité, en accord avec nos envies, et, ainsi, ferons mieux. »

Stéphane de Laage

Le premier village régional dédié à l'entrepreneuriat féminin

Après deux premières éditions réussies dans le Loiret, l'événement a pris une dimension régionale en 2023. C'est désormais un véritable salon dédié à la promotion de l'entrepreneuriat pour les femmes qui s'est tenu les 30 juin et 1^{er} juillet 2023 à Orléans.

« L'essor de l'entrepreneuriat ne profite pas à tous, les femmes représentent seulement 30 % des entreprises créées et on compte uniquement 12 % de dirigeantes dans les ETI », a rappelé Morgane Le Toullec, référente régionale pour BPI, lors de l'inauguration du village. Bien que les femmes soient toutes aussi inventives, motivées et diplômées que les messieurs, Marie-Laure Fort, déléguée régionale aux droits des femmes et à l'égalité (par intérim), a rappelé la nécessité d'actions visant à casser le poids des stéréotypes intégrés depuis l'enfance, qui freinent l'émancipation de la femme. S'adressant aux créatrices présentes sur le salon, elle a tenu à passer ce message: « Vous avez un rôle d'exemple à jouer, vous pouvez inciter celles qui n'osent pas à passer à l'action ». C'est dans cet objectif commun que le réseau BGE, la couveuse PES 45 et France Active Centre-Val de Loire se sont associés pour sensibiliser un public plus large. D'envergure régionale, le village, qui s'est déroulé dans les locaux de l'ISC Paris-Campus d'Orléans, a accueilli un millier de personnes du vendredi 30 juin après-midi au samedi 1er juillet. Pierre Barreaud, le directeur de l'établissement, s'est félicité d'accueillir cet événement : « J'ai toujours été respectueux de ceux et de celles qui acceptent de prendre des risques. »

Ainsi, ce sont une cinquantaine de dirigeantes qui sont venues exposer leurs produits et présenter leurs entreprises sur le salon. « Nous avons avant tout sélectionné celles qui avaient envie de présenter leur parcours, de transmettre ce par quoi elles étaient passées. On est toujours plus convaincu par ceux et celles



qui ont créé leur entreprise », a témoigné Medhi Rhoulam, directeur de la couveuse PES 45. Parmi elles, on aura reconnu Nelly Pitt, de BeautyMix, devenue populaire par l'invention de son célèbre robot cosmétique. Des artisanes créatrices aux professionnelles de services aux entreprises, en passant par une œnologue, les profils variés ont été appréciés par les visiteurs venus en nombre sur ces deux jours. Côté papilles, il y avait de quoi se ravir avec la présence de plusieurs corners de dégustation et des foodtrucks.

En parallèle de ces stands, une quinzaine d'ateliers et de conférences étaient proposés. Une partie d'entre eux étaient animés par des entrepreneuses pour faire connaître leurs activités et leurs métiers. Les autres animations avaient pour objectif de renseigner de potentielles et futures créatrices d'entreprises avec des thèmes tels que « Comment financer mon entreprise et convaincre mon banquier ? », ou encore « Entrepreneurs, faites la paix avec votre agenda ». Des sujets souvent sources d'angoisses pour les femmes, qui ont un rapport à l'argent et à la gestion du temps plus compliqué que les hommes et dont elles ont encore à apprendre pour se lancer dans l'entrepreneuriat.

Émilie Marmion





Professionnel ou particulier bénéficiez de notre qualification RGE pour obtenir des primes énergies

Réalisations:

- Entreprise d'agencement du bâtiment
- Plâtrier, plaquiste
- Isolation de combles, de murs & planchers







202 Route de Chambord 41350 VINEUIL 02 54 43 65 63

contact@plafetech.fr • www.plafetech.fr

Dans les coulisses du concours régional de l'entrepreneuriat par les femmes

Bientôt dix ans que ce concours existe dans la région Centre-Val de Loire. Pour comprendre ce qui anime les entrepreneuses et aussi révéler les freins encore trop présents, je me suis infiltrée en tant que jury dans ses coulisses.

Avril 2023 : les annonces du lancement de la 9° édition du concours régional de l'entrepreneuriat par les femmes fleurissent sur les réseaux sociaux et sont véhiculées par les acteurs de la création d'entreprise. Créée par les équipes de France Active Centre-Val de Loire, cette action fait partie intégrante du PAREF (plan d'action régional à l'entrepreneuriat féminin) depuis 2014. Si les catégories et les prix à la clé ont évolué au fil des années, la philosophie reste la même : donner des rôles modèles, trouver des ambassadrices prêtes à se mettre en avant, à parler de leur parcours professionnel et personnel pour donner envie à d'autres femmes de se lancer dans l'aventure entrepreneuriale.

Fin mai : c'est la clôture des candidatures. Entretemps, les dirigeantes auront pu compter sur les conseils avisés d'anciennes lauréates et de professionnels de l'accompagnement à l'entreprise. Le dossier n'est pas vraiment un business plan, même si on retrouve ses grands ensembles à renseigner. Les « entrepreneures » (sic) sont davantage interrogées sur leurs motivations, leur soif de réussite et leur manière de franchir les obstacles. Le jury dispose pour cela d'une grille de notation qui permet d'apprécier différents éléments.

15 juin : les membres des jurys sont rassemblés à Châteauroux, la ville étape de cette 9e édition où se déroulera la cérémonie de remise des prix fin septembre (pour les 10 ans, ce sera à Orléans). Au préalable, nous avions reçu les dossiers de notre catégorie à analyser. 2023 est une belle moisson avec 120 dossiers reçus. L'engouement et la popularité du concours ne se démentent pas depuis 9 ans, bien au contraire! La mixité des membres du jury (dirigeants, conseillers, banquiers, etc.) permet de confronter les points de vue et de faire émerger les coups de cœur. Nous sommes épatés par la bonne qualité des dossiers reçus. Quand le débat s'instaure, chacun y va de ses arguments pour faire élire celles qui l'ont le plus touché. On se replonge alors dans les dossiers, on s'appuie sur la grille d'analyse, pesant le pour et le contre, en gardant bien en tête l'objectif initial : avoir des ambassadrices authentiques.

30 juin : en marge du premier « village régional des entrepreneurEs » à Orléans se tient le 2° jury. Les quinze lauréates sont réunies pour être départagées. Qui seront la grande gagnante et les 2° et 3° dauphines ? Sébastien Nerault, directeur de France Active CVL, les félicite : « Si vous êtes là, c'est que vous êtes déjà les ambassadrices 2023, on ne cherche pas forcément des super-women, mais des personnalités inspirantes, soyez vous-même, racontez votre histoire », leur dit-t-il. L'après-midi file alors dans une organisation parfaitement rodée : les unes passent devant le jury final tandis que d'autres constituent une fresque de l'engagement. Pendant ce temps, les lauréates de chaque



Tournage vidéo des jurys du concours.

catégorie passent sous les feux des projecteurs. On sent que l'exercice du tournage vidéo n'est pas une mince affaire, il faut passer le cap de la timidité, appréhender la caméra et accepter de s'exposer. Le tout en répondant à des questions (presque) philosophiques sur la place des femmes dans la société et leur rapport à l'entrepreneuriat. C'est à ce moment-là qu'on prend conscience du chemin qu'il reste à parcourir pour sortir des préjugés et du poids que la société patriarcale a ancré en nous.

Deux freins majeurs ressortent : le manque de temps et d'argent. La plupart des femmes rencontrées ont su aller audelà et ne pas rester dans une posture de victime. « Nous avons essuyé plusieurs refus bancaires, mais après deux saisons de restaurants éphémères qui ont cartonné, plus le soutien de notre propriétaire, de France Active et d'ILC, nous avons enfin pu ouvrir notre concept de restaurant bio cosmopolite », témoigne Pauline Bris, une des trois dirigeantes de Mon Jardin (Montrichard). Un témoignage inspirant sur la capacité d'adaptation nécessaire pour faire aboutir son projet.

Toutes les lauréates seront réunies le 21 septembre à la cité du numérique de Châteauroux, pour la cérémonie de remise des prix. Un beau moment en perspective, qui est ouvert au public. Alors, si vous avez envie de participer au développement de l'entrepreneuriat féminin, venez assister à cet événement et parlez du concours!

Émilie Marmion

La Cosmetic Valley vise le statut de filière industrielle européenne

Déjà associée à la Lombardie, la Cosmetic Valley a décroché un programme d'innovation européen et agit pour obtenir le statut de filière à part entière qui lui ouvrirait de nouvelles perspectives industrielles.

« Nous voulons être inscrits dans les priorités industrielles de l'agenda européen. » Le message de Marc-Antoine Jamet a le mérite d'être clair. Le président de la Cosmetic Valley, également secrétaire général du groupe LVMH, s'exprimait ainsi en préambule de la conférence organisée à Bruxelles le 3 juillet dernier sur le thème de l'avenir de l'industrie cosmétique européenne. Une conférence initée par la région Centre-Val de Loire, berceau de l'industrie nationale des parfums et produits de beauté avec le siège de la Cosmetic Valley hébergé à Chartres (Eure-et-Loir).

S'exprimant dans un auditorium du Comité européen des régions, François Bonneau, président de la région, n'a pas manqué de rappeler les enjeux économiques et stratégiques de la cosmétique. « Ce secteur représente l'une des structures les plus importantes du développement industriel, a-t-il affirmé. Nous voulons aujourd'hui regarder l'avenir avec la volonté de soutenir cette filière dans l'innovation, la recherche, et son évolution sociétale. »

Plus de fonds et de programmes

Face à un public composé de représentant des institutions européennes et d'acteurs de l'industrie cosmétique, Marc-Antoine Jamet, François Bonneau et Christophe Masson, directeur de la Cosmetic Valley, ont développé les arguments en faveur d'un accès au statut de filière européenne prioritaire.

A ce jour, en effet, l'industrie cosmétique dans son ensemble ne fait pas encore partie des quatorze écosystèmes industriels prioritaires européens. Cela réduit l'accès aux financements significatifs permettant de se démarquer des concurrents américains et asiatiques. « Dans cette démarche, nous souhaitons pouvoir créer un comité de filière européen, afin d'avoir accès à plus de fonds, plus de programmes, au même titre qu'une filière industrielle reconnue », insiste Marc-Antoine Jamet.

Les parts du gâteau diminuent

L'une des conditions passe par l'adéquation au pacte vert européen et ses exigences en matière de transitions écologique et numérique. Avec ses neuf partenaires européens, dont la Lombardie, qui ont constitué le consortium « Go4Casometics » (voir L'Épicentre d'octobre 2021), la Cosmetic Valley est déjà engagée dans cette démarche. Parmi ses priorités figurent la transition numérique en lien avec la stratégie européenne digitale, et la transition écologique



François Bonneau, Marc-Antoine Jamet et Christophe Mason sont intervenus à Bruxelles le 3 juillet sur l'avenir de l'industrie cosmétique européenne.

autour de l'économie circulaire. Elle a par ailleurs remporté le projet ACTT4Cosmetics pour cinq ans financé à 50 % par la Commission européenne sur un budget global de 3,6 millions d'euros.

« Nous restons leader parce que le gâteau s'agrandit, mais les parts du gâteau diminuent pour la France et les USA face à l'Asie », s'inquiète Marc-Antoine Jamet.

Bruno Goupille

Le poids de l'industrie cosmétique européenne

La valeur de l'industrie cosmétique européenne est estimée à 80 milliards d'euros au prix de vente au détail et représente le plus grand marché de produits cosmétiques au monde. On estime que l'industrie des cosmétiques et des produits de soins personnels contribue à la hauteur de 29 milliards d'euros de valeur ajoutée à l'économie européenne chaque année : 11 milliards d'euros issus de la fabrication de produits cosmétiques, et 18 milliards d'euros indirectement par le biais de la chaîne d'approvisionnement.

En incluant l'activité économique directe, indirecte et induite, l'industrie soutient plus de 2 millions d'emplois. En 2021, plus de 255 111 personnes étaient employées directement et 1,71 million d'autres indirectement dans la chaîne de valeur des cosmétiques.

La tendance est à la reprise

Dans la continuité de l'année 2022, le dynamisme de l'entrepreneuriat ne se dément pas en 2023, avec des profils de créateurs qui évoluent.

« Au premier semestre 2023, on enregistre 86 projets accompagnés pour 109 entrepreneur e-s suivi-e-s, déclare Élise Chevais Boutard, directrice d'Initiative Loir-et-Cher. La part des femmes ne cesse de progresser, puisqu'elles représentent 41 % de notre public avec 26 créations et 13 reprises ».

Si les chiffres sont plutôt stables concernant les financements accordés aux projets de création ou de développement d'entreprise, c'est sur la reprise que la tendance observée l'année passée se vérifie.

L'association loir-et-chérienne enregistre 30 dossiers de reprise sur les 86 accompagnés au cours des six premiers mois d'activité. Ce mouvement se confirme au niveau du fonds transmission régional, fonds dédié à l'accompagnement des reprises d'entreprise avec plus de 3 ETP. 28 projets ont déjà été accompagnés en 2023 contre 25 au total sur l'année 2022. Les projets financés ont 9 salariés en moyenne, et présentent un plan de financement moyen de 535 000 \mathbb{C} , l'effet levier bancaire est de 14 (le prêt du Réseau Initiative permet de débloquer un prêt bancaire 14 fois supérieur en moyenne).

Les secteurs d'activité les plus représentés sont ceux du commerce et de l'artisanat. « Nous avons eu plusieurs salons de coiffure et des garages automobiles par exemple. Les cédants sont souvent des personnes qui ont exercé leur métier pendant des années et souhaitent se reconvertir et passer à autre chose pour les dernières années qui leur restent à travailler », explique Élise Chevais. Côté repreneurs, les profils évoluent de plus en plus vers des cadres supérieurs qui opèrent une reconversion professionnelle. L'équipe d'Initiative Loir-et-Cher a pu constater leurs besoins d'être davantage accompagnés et rassurés, notamment par le parrainage. C'est le cas



d'Anthony Legrand qui a repris les établissements GEDIMAT de Mondoubleau (41) et de Vibraye (72) en 2021, « C'est important d'avoir un regard extérieur tant pour le montage du projet que dans la phase de développement de l'entreprise. Nous faisons le point tous les trois mois avec mon parrain Philippe Comte. J'apprécie aussi les échanges avec Christophe Henry qui m'apporte une vision économique du territoire et me met en relation avec d'autres acteurs selon mes besoins ». Pour Sandrine Espiau, gérante du magasin de vêtements Pull au Vert à Lamotte-Beuvron, être accompagnée par le réseau Initiative était incontournable « Auparavant, j'étais la directrice générale de 3F, passer d'une grande structure à une plus petite ne m'a pas perturbée mais je savais qu'être suivie par ILC, c'était être plus crédible auprès des banques. Ils sont à l'écoute et très organisés, ce qui m'a amenée à me poser les bonnes questions et à davantage structurer mon projet ».

Ces deux exemples de reprises d'entreprise illustrent bien l'état d'esprit de leurs nouveaux dirigeants. Bien qu'ils possèdent de solides expériences professionnelles, savoir s'entourer et être accompagné est primordial pour assurer la pérennité de leur activité

Émilie Marmion







« Notre objectif est de défendre et montrer l'agriculture du Loir-et-Cher »

À 69 ans, Jacky Pelletier est le président de la Société Départementale d'Agriculture du Loir-et-Cher (SDA 41) depuis la création de cette association en 2005. Ancien agriculteur à Cormenon, dans le Perche, il a pris sa retraite en 2017, mais continue son mandat à la SDA 41. Rencontre avec celui qui se définit comme « un vrai rural ».

L'Épicentre : Qu'est-ce que la SDA 41 ?

Jacky Pelletier: L'objectif de la SDA 41 est de défendre et montrer l'agriculture du Loir-et-Cher, montrer ce que les citoyens mangent dans leur assiette, montrer ce qu'est l'agriculture d'aujourd'hui, que ce soit en termes de savoirsfaires, de technologies ou de matériel.

Le principal évènement de la SDA 41, ce sont les comices. Ces derniers mobilisent, pour la SDA 41, 80 à 100 bénévoles sur une dizaine de jours. Le point fort des comices, ce sont les animaux. Ils attirent les familles. En Loir-et-Cher, un comice accueille 20 à 30 000 visiteurs sur deux jours. On n'a jamais eu autant de succès ! Un comice, c'est entre 150 et 180 stands. L'entrée a toujours été gratuite afin de faire venir les familles en nombre.

L'Épicentre : Le dimanche 8 octobre prochain, la SDA 41 organise une foire aux bestiaux à Mondoubleau. Pouvezvous nous en dire plus ?

vous nous en dire plus ?

Jacky Pelletier : À Mondoubleau, les foires aux bestiaux existaient depuis longtemps. Malheureusement, depuis plusieurs années, il n'y avait plus d'exposition d'animaux. Cette année, après trois années d'organisation au Sud de

la Loire, on fait remonter ce principe de foire aux bestiaux au Nord. Il y aura donc une exposition d'animaux d'élevage à viande avec des exposants éleveurs et des bouchers qui pourront acheter sur place, l'objectif étant de maintenir les filières d'élevage en Loir-et-Cher.

L'Épicentre : Autre évènement à noter : le salon de la bière le samedi 16 septembre prochain à Saint-Firmin-des-Prés.

Jacky Pelletier: Le Loir-et-Cher est un département où on ne parle jamais de la bière, mais avec plein de petites brasseries. Nous voulions honorer cette production du département. En parlant de la bière, on parle aussi de la culture de l'orge et de céréales en Loir-et-Cher. Cet évènement amène du monde et fait connaître un produit beaucoup consommé. C'est une véritable fête de village!

L'Épicentre : Quels sont les autres évènements organisés par la SDA 41 tout au long de l'année ?

Jacky Pelletier: Nous organisons la foire de la citrouille à Millancay le 23 et 24 septembre prochain, avec un concours de pâté de citrouille qui fonctionne bien. C'est une foire qui a beaucoup de succès. Le 8 novembre prochain, notre concours régional de fromages aura lieu à Selles-sur-Cher. Tous les ans, au printemps, nous organisons aussi un concours de vins à Meslan afin de maintenir toutes ces petites appellations dont on ne parle pas beaucoup. Enfin, nous organisons depuis une vingtaine d'années un concours de cidre à Droué. On essaye de faire connaître le cidre, une boisson traditionnelle du Perche.

Propos recueillis par Maxence Yvernault



Le Centre-Val de Loire, territoire pilote des expériences réussies de gestion de l'eau

La région Centre-Val de Loire est l'un des trois territoires pilotes mis en avant par le collectif national Aquagir pour valoriser les initiatives des collectivités locales en matière de gestion de l'eau. Le site Internet présente plus d'une vingtaine d'exemples réussis.

Quel rapport entre la plantation de haies dans le bocage castelroussin (Indre), la zone humide de Nogent-sur-Vernisson (Loiret), le réaménagement de la place Mirabeau à Chinon (Indre-et-Loire), le réseau interconnecté de Bonneval (Eure-et-Loir), et la nouvelle station d'épuration de Bourges (Cher) ? Le point commun entre toutes ces réalisations, c'est la gestion de l'eau. Près de 25 exemples de solutions de production, de traitement ou de distribution de l'eau pris en région Centre-Val de Loire figurent sur le site Internet « Aquagir.fr » lancé début juillet au niveau national par un collectif piloté par la Banque des territoires.

Retours d'expériences

Le Centre-Val de Loire figure, avec les Hauts-de-France et la Nouvelle-Aquitaine, parmi les trois premières régions choisies pour présenter des « retours d'expériences » relatifs à la préservation et la gestion de l'eau sous de multiples formes. Cela peut englober plus largement

Ceia peut engiober plus largement l'aménagement du territoire, avec plusieurs exemples de modifications de cours d'eau pour assurer une meilleure continuité écologique, comme le contournement du Cher à Savonnières (Indre-et-Loire), ou le réaménagement de la rivière traversant Saint-Martin-d'Auxigny (Cher). La plantation de haies, comme en pays castelroussin (Indre), contribue aussi à préserver la ressource hydrique en favorisant l'imprégnation tout en contribuant à la biodiversité.

Puisés en Centre-Val de Loire, de multiples autres exemples traitent de la collecte, de la distribution et du traitement de l'eau.

Boîte à bonnes idées

Les collectivités locales, des plus grandes aux plus modestes, exposent dans le détail les solutions mises en œuvre. Le président du syndicat intercommunal de Gracay (Cher) explique comment ont été éliminés les gaz nocifs dégagés par les anciennes canalisations en PVC; un élu de Chinon (Indre-et-Loire) présente le projet de réaménagement de la place Mirabeau avec son système de récupération des eaux de pluie ; à Valençay (Indre), un vaste réseau d'interconnexion relie deux châteaux d'eau et garantit l'approvisionnement de la population ; à Orléans la station d'épuration de La Source traite les eaux usées pour l'irrigation du parc floral tout proche. La parole est aussi donnée au maire de la petite commune d'Anché (Indre-et-Loire) qui a fait creuser une mare paysagée comme réserve d'incendie près d'une propriété historique, plutôt



Parmi les exemples présentés figure la nouvelle unité de traitement de la station d'épuration d'Orléans-la-Source, qui permet d'assurer l'irrigation du parc floral.

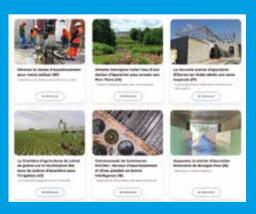
que de poser une inesthétique citerne souple. Cette « boîte aux bonnes idées » de gestion de l'e

Cette « boîte aux bonnes idées » de gestion de l'eau sera enrichie progressivement des apports d'autres régions sur le modèle initié en Centre-Val de Loire.

Bruno Goupille

Aquagir accompagne les collectivités locales

Le collectif Aquagir a été fondé cet été par de grands acteurs nationaux: l'Association nationale des élus des bassins (Aneb), la Banque des territoires, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), le Cercle français de l'eau, France Water Team, et l'Union des industries et entreprises de l'eau (UIE). Leur objectif est « d'accompagner de bout en bout les projets



de gestion des eaux dans les territoires avec une vision globale des enjeux et des solutions ».

Le site Internet Aquagir.fr s'adresse en priorité aux collectivités locales, qui peuvent s'informer et être accompagnées tout au long de leur projet, depuis la préparation, les études, la planification et le financement jusqu'à la réalisation finale, de façon personnalisée et gratuite.

Investissements étrangers, la région Centre très attractive

La région Centre-Val de Loire conforte son attractivité, en particulier dans le secteur industriel. En 2022, dix-huit pays y ont encore investi, créant ou développant des sites de production. La région accueille à ce jour 600 entreprises à capitaux étrangers.

Les entreprises à capitaux étrangers aiment la région Centre-Val de Loire. Ce n'est pas un scoop, mais ce qui l'est plus, c'est que l'année 2022 fut une année record, avec plus de 3 500 emplois créés ou maintenus grâce à ces investissements venus d'ailleurs. « C'est le double d'une année moyenne de référence », explique Stéphane Aufrere, directeur de Dev'Up, l'agence de développement économique de la Région. Au total, 70 projets d'investissement se sont concrétisés sur l'ensemble des six départements, dont la moitié dans l'industrie, confortant l'orientation industrielle du Centre-Val de Loire.

Il y a des créations significatives : celle de l'allemand Joris par exemple, qui crée une unité de production spécialisée dans l'habillage de bâtiments (quinze emplois à Baule dans le Loiret), Vorwerk qui construit une seconde usine pour ses robots cuiseurs en Eure-et-Loir; et il y a des extensions de

sites : le suédois NEFAB à Salbris qui installe une nouvelle ligne robotisée sur 2 000m² et crée trente emplois, Novo Nordisk qui augmente sa capacité de production avec 150 nouveaux emplois, ou encore Paragon dans le Cher qui crée soixante emplois supplémentaires pour la production d'étiquettes avec la technologie RFID.

Le patron de MSL à Meung sur Loire avait fait le pari de réimplanter la microélectronique en France. Pari gagnant puisque l'entreprise a inauguré un nouveau bâtiment pour l'assemblage de circuits imprimés, passant de dix à treize lignes de production. John Deere quant à lui, champion des moteurs agricoles, décide d'une orientation plus écologique, avec l'implantation à Ormes d'une unité de fabrication de batteries très spécialisées. Il profite pour cela de l'appui du plan France Relance.

On se souvient qu'il y a quelques années déjà, le gouvernement avait imaginé le plan « Choose France », avec pour vocation de promouvoir l'attractivité de la France auprès des investisseurs internationaux, et l'objectif clairement affiché de renforcer la dynamique d'investissement en région. La région Centre-Val de Loire est donc au rendez-vous, avec une trentaine d'implantations en 2022, et des investisseurs américains, asiatiques et bien sûr européens.

Stéphane de Laage



PORTES OUVERTES LES 16 & 17 SEPTEMBRE 2023 | LES 14 & 15 OCTOBRE 2023

LEXUS NX HYBRIDE OU HYBRIDE RECHARGEABLE?

Modèle présenté: Lexus NX 450h + Hybride Rechargeable. Consommations mixtes combinées (L/100 km) et émissions de CO2 combinées (g/km) selon norme WLTP: 22-146 et 1-6,4.

LEXUS ORLÉANS 660 rue de la Bergeresse - 45160 Olivet - 02 38 81 38 00 lexus.orleans@groupebernier.com • www.lexus-orleans.fr

Lexus Orléans (f)((in)







Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer



plaît.

Être entrepreneur

Votre meilleur échec et votre pire réussite dans votre vie professionnelle?

Mon meilleur échec, ça doit être un de mes premiers concerts de Jean-Michel Jarre à Tours. La prestation était réussie, le public était content, mais j'ai perdu beaucoup d'argent. Après ça, on se pose beaucoup de questions et on fait autrement. Être producteur, c'est prendre des risques financiers tout le temps, on peut rapidement perdre plein d'argent, mais on n'en gagne jamais autant d'un seul coup. Au début, c'est difficile moralement, mais au bout de quinze ans, ça va, on sait que ça s'équilibre. Et surtout depuis la Covid, je vois l'approche économique de mon entreprise différemment.

Quant à ma pire réussite, je dirais que c'est la production du Cadre noir à Montpellier. Mon métier, c'est d'être organisateur de spectacles, mais là, quand je suis arrivé dans la salle, j'ai vraiment senti le poids d'être le seul producteur. De voir les cinq semi-remorques de matériel, les trente-cinq boxes pour les chevaux, les centaines de personnes avec, c'était une grosse organisation qui s'est faite dans la douleur. Heureusement, tout s'est bien passé.

Business Model

Si votre entreprise était un film ou une série, ce serait...

L'Agence tous risques, parce que je regardais ça quand j'étais gamin, et avec eux rien n'était impossible. On est un peu comme ça chez AZ Production, on est un peu fou, faut qu'on prenne des risques, on apprend à les maîtriser. Il n'y a pas de routine, car on va de salle en salle avec, à chaque fois, son lot de complications différentes. Il y a aussi cet aspect de travailler avec des gens différents, qui sont parfois perçus

Parlons de vous

Quelle est votre routine antistress ?

Quand je peux, c'est d'aller voir l'océan, il m'apaise. Nous avons un cocon familial près de La Palmyre, dans lequel j'essaie d'aller à chaque fois que j'ai des vacances.

Vous êtes particulièrement doué pour... et pas doué pour...

Doué bien sûr pour organiser des concerts, et pas doué pour me mettre en avant ou parler de moi. La preuve, c'est difficile de répondre à vos questions [rires]. Je n'ai pas l'habitude de m'exposer. Il y a des entrepreneurs qui prennent facilement la parole, qui sont de bons orateurs, je sais qu'il faut que je progresse de ce côté-là. J'apprends à pitcher en ce moment avec le programme accélérateur de BPI, c'est tout une démarche.

Êtes-vous un homme pressé ?

Oui, carrément. Il y a quelque chose qu'on ne maîtrise pas, c'est le temps. J'ai le sentiment de toujours en manquer, même si j'anticipe énormément et que j'ai appris à moins stresser au fur et à mesure.

Si vous pouviez être quelqu'un d'autre le temps d'une journée, qui aimeriezvous être ?

Un artiste, n'importe lequel. Rien que pour connaître la sensation d'être sur scène, de communiquer avec le public et ressentir les émotions que cela procure. Ce n'est pas donné à tout le monde de pouvoir faire ça, c'est presque génétique, car il y a un rapport à soi qui est particulier quand on fait du spectacle.

Émilie Marmion

Proludic : quand transmettre est un jeu d'enfant

On estime à 30 % les entreprises familiales qui franchissent la deuxième génération et à seulement 10 % celles qui survivent à la troisième. Nous nous sommes intéressés à ces success stories et à leurs clés de réussite. En cette rentrée scolaire, place à Proludic, leader des jeux de plein air, qui font le bonheur de nos enfants dans les cours d'école et parcs publics. Née à la fin des années 80 grâce à Denis Le Poupon, paysagiste de métier, l'entreprise familiale n'a cessé d'évoluer. Son fils Philippe, qui a rejoint ses rangs il y a une dizaine d'années, s'évertue à poursuivre son histoire, tout en gardant les secrets qui font la pérennité de la structure.

Proludic a beau compter près de 300 salariés, dont 200 sur son site de production de Vouvray, son état d'esprit reste simple et familial : des sourires aux lèvres, des bonjours, les photos des collaborateurs affichées dans chaque atelier et l'envie de bien faire son métier y transpirent. Il faut dire que fabriquer et commercialiser des structures de jeux pour enfants a de quoi ravir les salariés, très fidèles à l'entreprise et passionnés par cet univers. « On a la chance de travailler pour un produit idéal, car il apporte de la joie, du bien-être aux enfants, et en plus c'est quelque chose qui se voit. Les équipes ont cette fierté de voir leurs réalisations un peu partout », témoigne Philippe Le Poupon. Lui-même, plus jeune, percevait le site de production comme un immense terrain de jeu, s'amusant à bricoler avec les machines.

Une séparation bien nette de la vie privée

Cependant, Denis, le fondateur de l'entreprise, n'a jamais forcé ses trois fils à venir y travailler et ne les a pas incités non plus à entreprendre des études pour exercer l'un des métiers qui y sont représentés. Si l'histoire s'est créée à la base avec son épouse, qui souhaitait un jeu pour sa cour d'école, leur vie personnelle a toujours été ensuite bien distincte de l'entreprise. D'ailleurs, les frères auront emprunté des chemins professionnels différents : professeur des écoles pour l'un, gérant d'une agence de voyages pour l'autre. Quant à Philippe, sa première vie professionnelle a été tournée vers les nouvelles technologies à l'international. « Mon arrivée au sein de l'entreprise s'est faite de manière assez naturelle. J'avais des compétences pour outiller l'entreprise d'un logiciel de gestion commerciale et développer l'international avec de belles perspectives à explorer. À un moment donné, l'idée de la transmission familiale est venue, la retraite de mon père approchait et nous avions envie d'une certaine continuité dans nos valeurs et d'indépendance financière », explique-t-il.

Une évolution constante mais mesurée

Philippe entend bien poursuivre l'aventure développée



Philippe et Alain Le Poupon.

par son père et soutenue par ses équipes. Il nous l'affirme, si une entreprise a besoin d'un dirigeant pour incarner une marque, rassurer, prendre des décisions et manager, elle peut parfaitement fonctionner sans, quand les équipes sont suffisamment outillées et en confiance. « Je ne suis pas inquiet pour la pérennité de Proludic, car on maîtrise notre marché, on a le savoir-faire, des personnes engagées et passionnées. Quoi de plus rassurant pour la suite ? J'ai devant moi encore de beaux terrains de jeux à explorer », conclut avec humour Philippe Le Poupon.

Émilie Marmion

AFEC : un groupe national spécialiste de l'insertion et de la réinsertion

Spécialiste de la formation professionnelle depuis 1975, le Groupe AFEC agit en faveur de l'insertion et de la réinsertion des demandeurs d'emploi, salariés et alternants. Rencontre avec Aurore Labiche, déléguée des agences du Loiret.

Le Groupe AFEC compte plus de 240 collaborateurs et 21 campus partout en France. En région Centre-Val de Loire, en plus de Tours et Chartres, le campus d'Orléans existe depuis plus d'une trentaine d'années et possède deux antennes à Pithiviers et Montargis. Le site d'Orléans dispose d'un centre de formation d'apprentis (CFA) et propose également des formations plus courtes dont le financement est individuel ou bien public, c'està-d-ire financé par la région Centre-Val de Loire.

Des étudiants de tous âges

Ancienne responsable commerciale des formations diplômantes au CESI en région Centre-Val de Loire, Aurore Labiche est aujourd'hui déléguée des agences du Loiret au sein du Groupe AFEC depuis un peu plus d'un an « L'objectif est de développer la partie apprentissage et CFA, explique-t-elle. Nous nous adressons à différents profils : la personne en reconversion professionnelle, la femme de 45 ans qui n'a jamais travaillé et qui souhaite se former avant de commencer, la personne qui se retrouve au chômage et qui a besoin d'une remise à niveau, ou encore le jeune qui ne sait pas ce qu'il veut faire... »

Identifier les besoins des entreprises

Dans le Loiret, une trentaine de formations sont proposées, allant d'une durée de trois mois à un an. Les formations les plus demandées concernent le tertiaire (assistant ressources humaines (ARH), gestionnaire de paie, secrétaire comptable) et le sanitaire et social (secrétaire assistant médico-social (SAMS), agent de bionettoyage). Ainsi, l'établissement travaille beaucoup avec les entreprises du secteur médico-social et notamment les cliniques, les dentistes et les centres de radiologie. L'école travaille aussi régulièrement avec Pôle Emploi et les missions locales pour identifier les secteurs et



Aurore Labiche, déléguée des agences du Loiret au sein du Groupe AFEC.

les métiers en tension. Une attention particulière est donnée à la demande des entreprises et de la région Centre-Val de Loire afin de proposer les formations les plus adaptées au contexte économique actuel.

La rentrée de septembre 2023 marque l'ouverture d'une nouvelle formation : assistant ressources humaines (ARH) option gestion de paie. « Nous sommes à l'écoute du marché et au plus près des entreprises, explique Aurore Labiche. L'idée est d'avoir une personne mulitâche qui sache un peu tout faire. » À l'AFEC Orléans, d'autres formations sont proposées dans le domaine du commerce, de l'informatique, ou encore des remises à niveau en français, mathématiques et culture générale.

Installé pour l'instant au 21 rue des Murlins à Orléans, l'AFEC Orléans a prévu de déménager et cherche actuellement un nouveau local.

Tél.: 02 38 81 76 58 • www.afec.fr

100% SERVICE 100% QUALITÉ

Une signature de référence pour tous vos projets

7/7 - 24h/24



24, rue des Arches 41000 BLOIS 02 54 43 49 14

pelle-electricite.fr



Zac des Courtis 2 allée Ernest Nouel 41100 VENDÖME 02 54 77 66 10

callac-electricite.fr



2 rue des écoles 41100 BLOIS 02 54 78 02 78

broudic-plomberie.fr

La Maison de l'Emploi plébiscitée

Lors de son assemblée générale, la Maison de l'Emploi de l'arrondissement de Romorantin-Lanthenay a fait état du panel des besoins auxquels elle répond.

«La Maison de l'Emploi est devenue au fil du temps un acteur incontournable pour la mise en œuvre locale d'actions de formation et de recrutements. Elle fait le lien entre les différents partenaires afin de répondre au mieux aux besoins des différentes personnes qui la sollicitent, que ce soient des institutions, des entreprises ou des demandeurs d'emploi», a indiqué le président Michel Guimonet dans le bilan de l'année écoulée. En 2022, 6 546 personnes (55 % de demandeurs d'emploi, 27 % de salariés, 197 chefs d'entreprise, 140 élus, 222 retraités et 613 étudiants) sont passées par la structure, qui a accueilli 41 organismes parmi lesquels l'IFCA, l'AFEC, ALIRE, Pôle Emploi, Cap Emploi, BGE 41, la chambre d'agriculture, le ministère des Armées, ADIE 41...

Chaque acteur de l'emploi y trouve à la fois un lieu pour réunir et échanger, grâce à l'ensemble de salles et bureaux équipés mis à disposition. Les demandes sont telles que son directeur Dominique Leclere sollicite parfois la Majo-Éthic Étapes, située à côté, qui dispose également de salles pour des réunions et de la formation.

De nouveaux services

Des services de la communauté de communes du Romorantinais et du Monestois se sont installés à la Maison



L'équipe de la Maison de l'Emploi, avec Cécile Blénet, Michel Guimonet, Monica Rodrigues et Dominique Leclere.

de l'Emploi. Il s'agit de ceux concernant le développement économique et l'environnement. Avec cette intégration, sont visées de nouvelles émulations entre les acteurs économiques pour favoriser l'emploi local. Également, les habitants peuvent désormais s'adresser à la plateforme Nestor qui aide à la rénovation de l'habitat.

Laëtitia Piquet

www.maisonemploiromorantin.fr Tél. : 02 54 88 84 50

PUBLI-INFORMATION | ÉCOLE SAINTE-MARIE

Sainte-Marie de Blois :

où l'excellence rencontre l'engagement et l'espérance



L'école et le collège Sainte-Marie de Blois n'est pas seulement un établissement d'enseignement. C'est une institution où l'excellence se combine avec la construction d'un individu engagé, responsable et empli d'espérance.

1. L'excellence au service de l'autre :

Chaque élève est poussé à donner le meilleur de luimême pour le bien de la communauté. Cette approche pédagogique, combinant joie d'apprendre et vision d'avenir, s'exprime à travers des programmes comme la Sainte Mary's School, la Classe Olympique et la Classe Cambridge LCE.

2. L'engagement pour s'élever :

L'engagement va au-delà de prendre des responsabilités ; c'est un signe de confiance. Ainsi, la Classe Sciences+ et la Classe CHA permettent aux élèves, surtout aux sportifs, de concilier passions et études. Les programmes en grec et latin viennent appuyer cette démarche.

3. L'espérance parce qu'il est à notre côté :

Ancrés dans la la tradition catholique, l'école et le collège Sainte-Marie inculquent aux élèves une confiance profonde en l'avenir. L'espérance devient alors le carburant qui alimente chaque projet, chaque rêve et chaque action.

L'avenir est ici! La fin des travaux récents dévoile des salles de restauration modernes, de nouvelles classes, et un parc aménagé pour les écoliers. Au collège, la technologie est à l'honneur avec un projet numérique innovant pour les élèves de 5° et 4°.

Et comme signe distinctif, chaque élève porte un uniforme, symbole de l'unité et de la fierté de faire partie de cette grande famille. Les coffres à téléphone ajoutent une touche moderne tout en favorisant la concentration.

L'introduction de l'allemand, de l'espagnol et du latin dès la 6° offre aux élèves une immersion linguistique unique, leur permettant de faire des choix éclairés en 5° quant à leur seconde langue ou à l'option latin.

Nous vous invitons à découvrir l'école et le collège Sainte-Marie de Blois - une institution où l'excellence, l'engagement et l'espérance ne font qu'un pour former les leaders de demain.

Institution Sainte-Marie

Plus de trente salariés diplômés de l'École Amazon dans le Centre-Val de Loire en 2023

Trente-et-un salariés d'Amazon travaillant dans les deux sites logistiques de l'entreprise situés à Saran et Gidy dans le Loiret ont été diplômés de l'École Amazon en 2023, décrochant un diplôme en logistique reconnu par l'État.

Lancée en 2021 avec l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afpa), l'« École Amazon » accompagne les salariés de l'entreprise Amazon dans la validation de leurs acquis et leur montée en compétences grâce à des formations accélérées, gratuites et diplômantes. Afin d'aller encore plus loin dans l'accompagnement de leur développement professionnel, l'École Amazon s'enrichit en 2023 de deux nouveaux cursus débouchant sur l'obtention de diplômes de niveaux bac et bac + 2, reconnus par l'État.

Les diplômés de l'École Amazon se sont vu remettre leur diplôme le 29 juin au Grand Rex à Paris par leur parrain de promotion, Norbert Tarayre, chef cuisinier, qui a partagé sa vision de l'importance de la reconnaissance des compétences acquises, ayant lui-même fait face à des obstacles lors de

son parcours d'entrepreneur non diplômé. Cette cérémonie était aussi l'occasion de célébrer la fin d'année de douze alternants de la région. « Dans nos activités logistiques, nous recrutons nos salariés davantage en fonction de leur potentiel futur que de leur expérience passée. Notre responsabilité en tant qu'employeur est de former et aider nos salariés à développer facilement les compétences dont ils ont besoin pour mettre toutes les chances de leur côté pour réussir, chez Amazon ou ailleurs, souligne Jon Scott, directeur des ressources humaines des activités logistiques d'Amazon en France. Nous sommes fiers de recruter des personnes sans qualifications particulières et de leur donner l'opportunité de se former et développer leurs compétences pour devenir des experts dans leur métier et évoluer. Plus de huit salariés sur dix travaillant dans nos sites logistiques se projettent chez Amazon dans les prochaines annéesⁱ, et, si nous savons que les chemins vers la réussite sont multiples, chaque parcours est unique. »

1. Sondage réalisé par l'Ifop en 2023 auprès de l'ensemble des salariés travaillant dans les sites logistiques d'Amazon en France.



Le non-linéaire : une histoire à écrire

le plus tôt possible

En septembre 2003, un article intitulé « Le nonlinéaire enfin domestiqué » paraissait dans le magazine destiné aux ingénieurs Industrie et Technologies. Vingt ans après, Serge Dos Santos, enseignant-chercheur à l'Institut national des sciences appliquées (INSA) Centre-Val de Loire de Blois, travaille toujours sur cette question.

Les recherches de Serge Dos Santos portent notamment sur les propriétés de la peau et de la dent (voir L'Épicentre de septembre 2022), mais aussi sur l'analyse des matériaux. Concrètement, la non-linéarité désigne l'incapacité de prédire le comportement d'un objet. Autrement dit, cet objet ne peut pas avoir le même comportement deux fois de suite. Par exemple, lorsqu'une personne déchire une feuille de papier, elle ne peut pas prédire le « trajet » de cette déchirure sur cette feuille. Une deuxième feuille déchirée ne peut en aucun cas être strictement identique à la première.

Chercheur cherche entreprises partenaires

La non-linéarité est un enjeu qui ouvre la porte d'une éventuelle collaboration industrielle entre l'INSA de Blois et les entreprises du secteur. Serge Dos Santos appelle ces entreprises à prendre conscience de son importance et à travailler avec lui afin de



Serge Dos Santos et Souleymane Fardoun.

poursuivre, approfondir et financer ses travaux de recherches sur le suiet.

Serge Dos Santos est également chercheur à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) de l'Université de Tours et membre du conseil d'administration du pôle de compétitivité de la Cosmetic Valley. Il inclut régulièrement ses étudiants dans ses recherches. C'est le cas notamment de Souleymane Fardoun, étudiant en troisième année de Génie des systèmes industriels (GSI) à l'INSA de Blois et président de la branche étudiante de l'Institute of electrical and electronics engineers (IEEE), l'Institut des ingénieurs électriciens et électroniciens. L'étudiant envisage à l'avenir de devenir ingénieur ou chercheur.

Maxence Yvernault



TOYOTA STA 41

11, rue des Guignières - 41000 Blois 02 54 20 07 09 www.toyota-blois.fr 6, Av. Georges Pompidou - 41200 Romorantin-Lanthenay 02 54 95 77 52

www.toyota-blois.fr/concessions/toyota-romorantin/







Le premier Netto français labellisé RSE est à Romorantin

Le magasin Netto de Romorantin développe une démarche solidaire, écologique et ancrée sur le territoire. Cela lui a valu d'être le premier magasin du groupement Les Mousquetaires à obtenir un label «responsabilité sociétale et environnementale» (RSE).

À l'automne dernier, la gérante du magasin Netto de Romorantin, Nathalie Bertrand, a fédéré toute son équipe sur l'objectif d'obtenir le label RSE. Chaque collaborateur a contribué par ses idées. Cette procédure a «donné du sens au parcours RSE» et a motivé les collaborateurs. Ils se sont impliqués dans trois items: le bienêtre au travail, l'écologie et l'ancrage sur le territoire local. Ainsi, toute l'équipe a mis en œuvre des solutions pour une empreinte écoresponsable, comme l'installation d'une boîte à livres dans la salle de repos, des travaux pour des économies d'énergie, l'adhésion à des filières de recyclage, l'utilisation de Goodays pour répondre aux commentaires des clients sur Internet, mais aussi la réalisation et l'installation, par la section d'enseignement général et professionnel adapté de Romorantin, de deux hôtels à insectes rechargeables en matériaux naturels et de récupération sur le parking. Après un audit



Tony Ezan, Nathalie Bertrand, Karim Abd-El-Aziz et Gaëlle Hemon lors de l'installation des hôtels à insectes en juin.

mandaté par le groupement Les Mousquetaires, le magasin Netto de Romorantin a obtenu le label avec une note qui récompense leurs initiatives.

Une démarche sur le long terme

Depuis l'ouverture de son magasin il y a dix ans, Nathalie Bertrand s'évertue à venir en aide aux personnes, à engager des partenariats locaux... Cela passe par l'acceptation de jeunes en stage qui lui procure quelques satisfactions. «La belle surprise, c'est quand ils ont leur bac et qu'ils finissent par travailler pour nous, c'est la cerise sur le gâteau. On se dit qu'on a participé à leur projet», témoigne-telle. Car les jeunes qu'elle accompagne viennent des établissements locaux et sont souvent inscrits dans des parcours adaptés, tels que les élèves de la SEGPA du collège Maurice-Genevoix. «Tout le monde a sa place dans la société», martèle cette gérante qui fait aussi appel aux Ateliers du Grain d'Or, une entreprise de travail adapté située à Blois.

Laëtitia Piquet



Et si les seniors étaient la solution face à la pénurie de main-d'œuvre ?

Au troisième trimestre 2023, le taux de chômage poursuivait sa baisse, à 7,3 %. Pourtant, le dynamisme du marché de l'emploi ne profite pas à tout le monde. Chez les seniors, la courbe ne cesse d'être à la hausse. En effet, depuis dix ans, leur part est passée de 23 % à 30 % des demandeurs d'emploi. Ils possèdent de l'expérience, un savoir-être souvent apprécié, alors pourquoi peinent-ils à être recrutés ?

Pour répondre à cette question et sensibiliser les entreprises de Loiret-Cher à l'employabilité des seniors, le MEDEF 41 a organisé un petit-déjeuner le 11 juillet dernier. De bon matin, recruteurs, partenaires de l'emploi et membres du mouvement Les entreprises s'engagent, se sont retrouvés pour évoquer le sujet et tenter de casser les idées reçues sur cette catégorie de travailleurs.

Mais au fait, c'est quoi pour vous un senior ? Quand une entreprise poste une annonce d'emploi en indiquant un profil junior ou senior, s'attend-elle à quelqu'un de plus ou moins expérimenté dans son domaine d'activité, ou à avoir un profil défini par son âge ? Pour Pierre Montigny, consultant des relations entreprises pour l'APEC CVDL, « ces annonces biaisées constituent un premier frein à l'embauche de profils qui peuvent correspondre au besoin du recruteur ». Dans l'Étude IPSOS

que l'âge d'un senior n'est pas le même selon le regard du recruteur (49,6 ans) et du candidat (52,7 ans). Par ailleurs, cette notion varie selon les secteurs d'activité. « Pour Pôle Emploi, on est senior à partir de 50 ans », procise Aline Kuntz, directrice territoriale déléguée de Pôle Emploi Loir-et-Cher.
Plus proches de la fin de carrière que du début, ces profils

À compétences égales - septembre 2022, on apprend

Plus proches de la fin de carrière que du début, ces profils font peur et cumulent les freins identifiés sur l'image suivante.

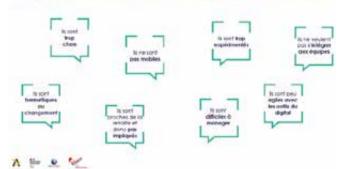
Cependant, peut-être faudrait-il se pencher sur toute la richesse qu'ils peuvent apporter ? « J'ai des compétences, un parcours diversifié et encore un quart de ma vie professionnelle à exercer. J'estime être encore un potentiel, mais c'est difficile de se faire reconnaître par autre chose que ce qu'on a été et pour le devenir qu'on pourrait être. Je ne me sens pas affaiblie, mais forte de mon âge », témoigne Isabelle Ridet, 54 ans, en recherche d'emploi dans les RH.

Avec la maturité d'une vie déjà bien avancée, ces profils sont souvent des piliers sur lesquels les dirigeants peuvent s'appuyer. Ils peuvent aussi profiter de leur expérience pour développer leurs entreprises (nouveau marché à explorer, nouvelle technique, nouvelle organisation du travail). « Mon arrivée dans la société a été une vraie solution pour le dirigeant, explique une collaboratrice de l'entreprise Le Triangle, mais j'ai créé mon propre poste, car il n'y avait pas de recrutement en cours, c'est venu d'une discussion. »

Rencontrer les recruteurs et échanger autrement avec eux, c'est également l'une des manières de casser les stéréotypes et de détecter le potentiel de futurs collaborateurs seniors. Des initiatives se développent dans ce sens avec des « job datings » qui se déroulent dans des bars-restaurants, des entretiens inversés, ou encore des portes ouvertes d'entreprises, qui permettent aux candidats d'échanger avec les salariés et de s'imprégner de la culture d'entreprise.

Émilie Marmion

Les freins au recrutement de candidats séniors





Un nouveau commandant

à la base aérienne de Tours

Depuis le 4 juillet, le colonel Guillaume Lagarde est le nouveau commandant de la base aérienne 705 de Tours et de Cinq-Mars-La-Pile. Homme d'expérience, il inscrit dans son remarquable parcours le très prestigieux site de Balard, à Paris, qui regroupe les États-majors de l'armée française. Le nouveau « patron » de la « BA705 » dévoile ses objectifs à L'Épicentre.

En 2002, le colonel Guillaume Lagarde intègre l'armée de l'air et suit une formation de personnel navigant. S'il n'est jamais devenu pilote, ce natif de Troyes affiche dès le début un cursus universitaire plutôt atypique dans l'armée de l'air et de l'espace ; il est titulaire notamment d'une maîtrise en sciences politiques et d'un master en relations internationales de la Sorbonne, ainsi que d'un master de l'EDHEC. Lors de ses passages en administration centrale principalement, comme lors de son dernier poste en tant qu'adjoint au chef d'état-major du commandement de l'espace, il a participé directement à des réformes majeures : retraites, nouvelle politique de rémunération des militaires, etc.

Le colonel Lagarde est ainsi devenu le second officier avec un profil de spécialité RH à commander une base depuis vingt ans : « Il s'agit d'un signal fort envoyé par l'armée puisque les ressources humaines sont stationnées à Tours. Ce ne sont pas uniquement des pilotes qui commandent des bases aériennes mais ce sont aussi des profils de spécialité opérationnelle ou issus du soutien opérationnel. Plus généralement, en offrant à chacun l'opportunité de grandir, de se former, l'institution permet toujours une vraie ascension sociale. »

Les RH, sujet de prédilection

Nommé pour deux ans à la tête d'une base où servent près de 2 000 hommes et femmes, le colonel a des objectifs précis. Sans surprise, il est très attaché à cultiver la bienveillance et croit aux vertus de la pédagogie dans l'institution. Il souhaite « offrir à chacun les meilleures conditions de travail et de vie, qui plus est dans un métier qui requiert de grands efforts, y compris pour les familles. En passant en revue l'âge médian des effectifs (34 ans), il me semble nécessaire de disposer d'une crèche d'entreprise. Nous avons des parents actuels et en devenir qu'il est important d'accompagner. »

Les métiers dédiés au service de la nation impliquent des sacrifices pour le conjoint et sa famille. « Les associations locales jouent un rôle complémentaire pour aider au retour à l'emploi du conjoint. » Parallèlement au projet de crèche, le colonel souhaite « installer un pôle à même de recevoir le conjoint et de proposer d'échanger avec une assistante sociale ou des associations d'entraide solidaire ».

Une vision stratégique claire

Si l'armée de l'air et de l'espace a développé un plan stratégique, décliné en trois intentions (Décourager – Défendre – Défaire), le colonel Lagarde a aussi son plan d'actions : « Pour paraphraser Napoléon, je dirais très "simple et tout d'exécution" : encourager, protéger et parfaire. C'est en quelque sorte l'autre face d'une même pièce, dirigée cette fois davantage vers l'interne. »

« Encourager », car le lien avec l'innovation devient une évidence. « L'esprit même de l'aviateur c'est de savoir se débrouiller, de faire preuve d'audace et de trouver des solutions innovantes. "Protéger" puisque lorsque l'on est un directeur d'établissement, nous avons des obligations de sécurité et de santé au travail. Mais il ne s'agit pas



Le colonel Guillaume Lagarde dans son bureau à la base aérienne705

seulement d'une protection contre les risques professionnels et psychosociaux. C'est une conception plus globale qui commence dès la protection physique de la base aérienne. » Enfin, « parfaire » pour « s'inscrire dans la continuité de mon prédécesseur. Nous devons regarder objectivement là où l'on a pu être absent ou moins bon, et là où l'on peut être jusqu'au-boutiste, au sens positif du terme, c'est-à-dire en recherchant l'excellence, pour bénéficier des résultats de nos efforts. »

Renforcer les liens

« Si la raison d'être de l'armée est aisément comprise par les gens, souligne le colonel, il demeure important de pouvoir la rappeler, et surtout aux plus jeunes. »

Le colonel souhaite renforcer au cours de son commandement le lien armée-nation, avec la naissance d'un lieu dédié sur le site de la BA. « Un lieu qui raconte l'évolution de l'histoire aéronautique, en particulier l'école de l'aviation de chasse, et expose des pièces en cours d'inventoriage. Un lieu aussi avec des salles pour recevoir des classes. Pour intéresser, il faut rendre l'Histoire vivante, permettre aux jeunes de poser des questions aux anciens combattants. Par exemple en accueillant des regards croisés des deux camps pendant la guerre d'Algérie. Plus largement, nous devons offrir aux plus jeunes l'opportunité de s'approprier de façon moins scolaire notre histoire. Ce rôle envers la jeunesse est complémentaire de nos engagements forts dans le sport comme en matière environnementale. »

Homme de conviction et d'ouverture, le colonel Lagarde s'est donc déjà lancé dans l'écriture d'un nouveau chapitre de la base aérienne 705.

Camille Colloch

Ressources Humaines, changement de fond dans la sphère RH: Retour sur l'Université d'été de l'Association Nationale des DRH à Tours

Les 1^{ers} et 2 juin dernier, près de 500 acteurs de l'écosystème des ressources humaines étaient conviés à la Grange de Meslay (37) par l'Association Nationale des Directeurs des Ressources Humaines (ANDRH). Retour sur cette Université avec Dominique Jeaudeau, présidente du groupe local ANDRH Touraine.

L'Épicentre : Dominique, quelle est la raison d'être de l'ANDRH ?

Dominique Jeaudeau: L'ANDRH est la première communauté de professionnels des ressources humaines. Association loi 1901, elle défend depuis 1947 les intérêts de ses membres et accompagne les grandes mutations qui impactent le monde du travail et la fonction RH. Avec 70 groupes locaux, l'ANDRH est au service d'une communauté de DRH, de Responsable Ressources Humaines (RRH), d'expertes et experts RH, issus de tous les secteurs.

L'Épicentre : Quelles étaient les thématiques et les objectifs de cette Université ?

Dominique Jeaudeau : Nous étions près de 500 participants (adhérents et futurs adhérents, étudiants RH futurs confrères) à participer à cette Université, venant de toutes les régions de France.

Nous avons vécu deux jours riches et intenses autour de conférences inspirantes, d'ateliers dynamiques relatifs à la transition écologique, à l'emploi, aux difficultés inhérentes au recrutement, à l'image de la fonction chez les jeunes...

L'Épicentre : Concernant la problématique de la pénurie de main d'œuvre, comment impacte-t-elle le job des RH ?

Dominique Jeaudeau: Les entreprises sont confrontées depuis plusieurs années à la pénurie de main d'œuvre. Entre les difficultés à attirer les talents et, celles de les retenir au sein de l'entreprise, il s'agit d'un enjeu majeur pour les DRH, tant au sein des grandes entreprises que des PME.

Cela a d'importantes conséquences sur la manière dont recruter et accompagner les collaborateurs dans le cadre de la politique RH mise en place au sein de l'organisation. Les démographes alertent également sur une tendance de baisse significative de la main d'œuvre disponible, tendance qui semble s'inscrire dans la durée.

L'Épicentre : L'image de la fonction RH a-t-elle évolué ?

Dominique Jeaudeau : Effectivement, la question se pose : le RH est-il leader dans la transformation de l'entreprise, engagé auprès des collaborateurs, ou responsable dédié à la gestion administrative uniquement ?

Nous nous sommes posé la question et avons, en sus, abordé les solutions pour transformer cette image parfois stéréotypée de la profession et positionner cette dernière au centre du projet et des résultats de l'entreprise.



Dominique Jeaudeau, présidente de l'ANDRH Touraine

L'Épicentre : Comment avez-vous préparé cet événement en Touraine ?

Dominique Jeaudeau : Notre groupe local a été particulièrement honoré d'avoir été sélectionné pour accueillir l'Université 2023 de l'ANDRH car nous étions en concurrence avec de grandes villes. Ce fut une très belle surprise.

La préparation a requis beaucoup d'énergie et nous avons vécu une belle aventure humaine collective avec le soutien de l'équipe du bureau national et des permanents.

L'Épicentre : Quelles sont vos prochaines actualités pour l'ANDRH en Touraine ?

Dominique Jeaudeau : En cette période troublée sur les retraites, nous pensons que nous avons un chemin de travail sur les seniors. 500 000 seniors sont en recherche d'emploi et nous portons notamment une action phare intitulée « 1 senior 1 solution ». Nous l'avons d'ailleurs proposée lors de nos discussions avec le gouvernement.

Infos: www.andrh.fr/groupe-andrh/touraine

Camille Colloch

Facturation électronique :

une obligation à anticiper

L'Italie a généralisé la facturation électronique pour tous les types d'échanges depuis le 1^{er} janvier 2019. C'est le premier pays en Europe à l'avoir rendue obligatoire. La France, elle, apparaît en retard sur cette question. Rencontre avec Emmanuel Vaussion, créateur de Neotimo, et Clotilde Rivière-Prost, expertcomptable.

En France, selon un décret du 7 octobre 2022, l'obligation de la réception de la facture électronique pour toutes les entreprises était initialement programmée au 1er juillet 2024. Fin juillet dernier, Bercy annonçait le report de cette date. Aucune autre date n'a pour l'instant été définie. Celle-ci le sera dans le cadre de la prochaine loi de finances pour 2024.

Pour l'État, l'entrée en vigueur de ce décret a plusieurs objectifs : simplifier et identifier l'ensemble des flux de documents, limiter la fraude à la TVA et déterminer plus régulièrement le PIB de la France.

Neotimo: un service made in Loiret

« Une facture électronique n'est pas une facture PDF, mais une facture immédiatement interprétable par un logiciel », prévient d'emblée Emmanuel Vaussion, directeur-fondateur d'Avenir numérique, une société installée à Amilly (45) et spécialisée dans les solutions informatiques pour les petites et moyennes entreprises. Pour accompagner les chefs d'entreprise dans le passage à la facturation électronique, Emmanuel Vaussion a mis en place un service appelé Neotimo permettant de gagner du temps. Concrètement, les factures passent par Neotimo et la transmission aux services fiscaux est automatique.

Cette obligation de facturation électronique peut être un bouleversement pour les entreprises, notamment pour les TPE-PME. Même si Neotimo est pensé pour toutes les entreprises, le marché visé est principalement celui de ces TPE-PME. « L'objectif est de simplifier la vie des commerçants et des artisans, par exemple, poursuit Emmanuel Vaussion. Pour un chef d'entreprise, aujourd'hui



le coût moyen de traitement d'une facture se situe entre 15 et 20 \in . Grâce à la facturation électronique, ce coût reste en-dessous des 5 \in . » Le modèle économique de Neotimo est simple : adresser la facture à quelqu'un et la transmettre aux services fiscaux est gratuit. Les services supplémentaires, comme l'archivage ou la relance, sont payants.

Des plateformes gratuites ou payantes

Les experts-comptables s'emparent également de l'enjeu de la facturation électronique. C'est le cas notamment de Clotilde Rivière-Prost, créatrice du cabinet CRP 2C, à Neung-sur-Beuvron (41) : « Nous accompagnons nos clients pour faire un audit de leur système informatique et de facturation. La facturation électronique peut nécessiter de faire évoluer le système informatique de l'entreprise. Nous conseillons l'ouverture de la plateforme la plus adaptée aux objectifs du chef d'entreprise. Cette plateforme a plus ou moins de fonctionnalités. Elle peut être gratuite ou payante. Nous proposons aussi de gérer l'encaissement des factures et d'assister le dirigeant sur la gestion administrative de son entreprise. »

Informer et former le chef d'entreprise

Aujourd'hui, « beaucoup ont entendu parler de cette réforme, mais beaucoup ne la connaissent pas dans le détail, explique Emmanuel Vaussion. Beaucoup ne sont pas équipés au niveau des logiciels. » Ainsi, le directeur intervient régulièrement auprès des chefs d'entreprise afin de vulgariser, expliquer, former et informer. « Il faut former le client à l'utilisation de nouveaux outils », confirme Clotilde Rivière-Prost. Le cabinet CRP 2C informe déjà ses clients sur cette obligation de facturation électronique, notamment au moment de la présentation des comptes de l'entreprise.

Maxence Yvernault

Une facture électronique n'est pas une facture PDF, mais une facture immédiatement interprétable par un logiciel

Emmanuel Vaussion

Accompagner au présent pour préparer le futur

Confrontées à de multiples défis, économiques, humains, sociétaux et environnementaux, les entreprises doivent sans cesse s'adapter, innover et s'engager pour y faire face. Harmonie Mutuelle les accompagne afin d'agir ensemble dans l'intérêt collectif, notamment en les aidant à protéger et développer leur potentiel humain.





PROTÉGER VOS COLLABORATEURS, PREMIER NIVEAU DE BIEN-ÊTRE

Pour une entreprise, s'assurer que ses salariés et dirigeants se sentent protégés, sereins est une première étape fondamentale vers leur bien-être. La complémentaire santé, métier cœur d'Harmonie Mutuelle, permet en effet aux salariés et à leur famille de ne pas renoncer à des soins pour des questions de budget et de bénéficier de services complémentaires (actions de prévention santé, assistance...). Pour aller plus loin, l'entreprise peut aussi mettre en place des solutions de prévoyance afin de couvrir ses salariés en cas d'arrêt de travail, d'invalidité, d'accident du quotidien, de dépendance ou de décès. Au-delà du domaine de la protection, l'épargne-retraite ouvre d'autres horizons en associant les salariés à la réussite économique de leur entreprise. C'est donc un outil efficace de motivation, de fidélisation, et un véritable atout pour attirer des talents, qui offre de nombreux avantages financiers, sociaux et fiscaux.

RENFORCER LE POTENTIEL HUMAIN, LEVIER DE PERFORMANCE

Pour s'adapter aux besoins évolutifs de leurs clients et rester compétitives, les entreprises sont contraintes de se transformer rapidement, et parfois de manière importante. Cela peut générer des tensions, avec des conséquences directes sur les personnes et la performance sociale et économique. Engagée pour la qualité de vie au travail (QVT), Harmonie Mutuelle propose aux entreprises son expertise en santé et prévention, notamment sur les risques psychosociaux, l'employabilité et la gestion de l'engagement des collaborateurs. Elle a également déployé la solution « Harmonie Potentiel Humain™ », un diagnostic scientifique complet et concret pour mesurer et maximiser l'énergie des salariés. Cet outil innovant complète un large éventail de solutions pour aider les entreprises à conjuguer performance sociale et économique, parmi lesquelles des actions de prévention santé, une démarche en faveur de la santé des dirigeants ou encore une offre sport en Entreprise en partenariat avec la FFSE.

CONSTRUIRE L'ENTREPRISE ET LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN

Accompagner les entreprises et entrepreneurs, c'est aussi construire la société de demain. Face aux nouveaux enjeux environnementaux et sociétaux, les clients, les collaborateurs et les partenaires attendent des entreprises qu'elles s'engagent. Harmonie Mutuelle le fait, en incarnant concrètement sur ses territoires ses ambitions d'Entreprise Mutualiste à Mission et en déployant sa feuille de route pour 2026, qui l'engage à devenir encore plus "Humaine", "Responsable" et "Performante". Elle répond aux enjeux RH des entreprises en matière de fidélisation, d'attractivité et de sens au travail, innove, accroît sa qualité de service et favorise le développement professionnel des salariés. Des engagements dont elle fait bénéficier toutes les entreprises en s'appuyant sur son expertise et son expérience.

« ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES QUI AGISSENT DANS L'INTE-RET COLLECTIF »

Cette ambition d'Harmonie Mutuelle, Isa groupe l'illustre à merveille. Depuis plus de 30 ans, ce Groupement Économique Solidaire du Berry développe des activités au service du territoire, de ses acteurs économiques et des personnes en recherche d'emploi. Un engagement récompensé en 2017 par le trophée des 1001 vies décerné à Isa Group par...Harmonie Mutuelle. « L'objectif social et solidaire d'Harmonie Mutuelle résonne avec le nôtre, c'est un partenariat doublement gagnant » résume Renaud Chenon, son directeur. Un écho qui risque de se faire entendre encore longtemps...





LA GUERRE DU CO2

Tout le monde en convient, il faut changer nos sources d'énergie, bannir l'électricité carbonée, le gaz naturel et le pétrole. Pour les remplacer, les idées et les outils ne manquent pas. La matière grise produit actuellement ce qui fera peut-être la fierté des générations futures, si l'on parvient réduire les émissions de gaz à effet de serre et à atteindre la neutralité carbone. Reste à composer avec la législation, les opposants, les nouveaux modes de financements.

Dossier réalisé par Stéphane de Laage

Un Français émet en moyenne neuf tonnes de CO2 par an. La moitié par son activité quotidienne dans l'Hexagone, l'autre par ses choix de vie (la consommation de viande brésilienne, de textile cambodgien, de vacances aux Caraïbes). L'Union européenne s'est donné pour objectif de diminuer ses émissions de 55 % par rapport à ce qu'elles étaient en 1990; nous sommes donc au milieu du gué. « Pourquoi se faire du mal, s'interrogent certains, sachant que la France ne représente que 1 % des émissions mondiales ? » « C'est fondamental », réplique sans relâche Antoine Peillon. Le secrétaire général à la Planification écologique rappelle que l'effort nous concerne tous. L'ingénieur en chef des Mines a fait ses calculs : « Plus de voitures thermiques en vente en 2030, cela veut dire qu'il y aura alors 15 % de véhicules électriques. Et là, le

parc nucléaire est un atout formidable pour la France. Il faut garder le rythme de croissance de l'éolien terrestre, qui compte déjà 9 000 mats. On ne doublera certes pas ce chiffre, mais on peut compter sur la puissance croissante des nouveaux équipements. Ajoutons le photovoltaïque et l'éolien en mer, ainsi que le nucléaire de demain, plus fiable encore. » Tout cela se fera par la volonté des industriels et des start-up, des laboratoires privés et publics, qui cherchent de nouveaux débouchés. L'État s'est engagé dans un plan d'investissement massif de 10 milliards d'euros, auquel les régions et la Caisse des dépôts devront abonder.

Les collectivités font

le pari du progrès

Certaines collectivités sont très engagées dans cette conversion. À Tours vient d'être créée une société d'économie mixte locale, portée par un consortium d'acteurs publics et privés : Hy'Touraine associe STMicroelectronics à quatre collectivités et syndicats publics. Elle permet la production et la distribution d'hydrogène renouvelable à partir de l'électrolyse de l'eau. Soutenu par l'ADEME, le projet doit permettre d'en produire deux tonnes par jour à partir de 2024, au profit notamment de l'industrie et du transport lourd.

Orléans Métropole, quant à elle, a créé une société publique locale, au capital 100 % public. Elle lui permet de s'impliquer directement dans des outils de production ou de distribution d'énergies, d'investir dans des projets issus d'appels à manifestation d'intérêt. Serge Grouard, maire d'Orléans et président de la métropole, donne le ton : « En France la production d'énergie est depuis trop longtemps régalienne, donc centralisée. Devant l'urgence du moment, il faut se donner les moyens d'agir localement, sans attendre de passer sous les fourches caudines habituelles. » Les projets font appel au photovoltaïque, à la géothermie, la biomasse et l'hydrogène. « Il s'agit de programmes lourds, poursuit Serge Grouard, qui doivent réduire de 26 % nos émissions de gaz à effet de serre et doubler nos productions d'énergies renouvelables, les EnR. Et pas question de panneaux photovoltaïques chinois, réindustrialisons notre pays et ne passons pas une nouvelle fois à côté de bonnes solutions. » Enfin, l'édile rappelle à ceux qui voient d'un mauvais œil les superprofits de certains que « Total Énergies, Engie ou Suez, pour ne citer qu'eux, sont des industriels puissants qui travaillent dans le même sens ». Il faudra aussi faire des arbitrages, notamment quand il s'agira de définir les zones agrivoltaïques ou choisir de composer avec notre patrimoine architectural. « Nous travaillons avec l'architecte des bâtiments de France, précise Serge Grouard, devant l'urgence, il faut que nous trouvions avec lui les solutions, pour l'isolation comme pour la

Même ambition pour la région Centre-Val de Loire qui vient de créer le Climate Data Hub. Une plateforme de vingt-quatre, et potentiellement soixante, acteurs privés et publics, pour partager des données scientifiques et techniques relatives au climat et aux avancées industrielles. « C'est un espace de confiance », précise Florence Gouache, secrétaire générale de la préfecture de région. « On a la chance en région Centre d'avoir de nombreux acteurs dans le domaine du climat, ajoute Daniel



Serge Grouard, maire d'Orléans et président de la métropole.

Pierre, président du pôle Dream. La gestion de ces données est essentielle. » Au regard des nombreux acteurs présents sur son territoire, la région Centre-Val de Loire est plus que crédible, elle est « attendue » par la France et même l'Europe, pour l'usage d'un tel espace d'échange sécurisé au service de l'amélioration de l'environnement.



LA COOPÉRATIVE DES DONNÉES CLIMATIQUES EN RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Pas question de panneaux photovoltaiques chinois, ne passons pas une nouvelle fois à côté de bonnes solutions

Serge Grouard, maire d'Orléans

Biométhane, au-delà des espérances

Au rang des énergies naturelles, il en est une vieille comme le monde, c'est le méthane, CH4. La nature en produit depuis des millénaires. On sait aussi le produire industriellement à partir de biomasse, c'est-à-dire de matières organiques en décomposition végétaux et déjections animales.

décomposition, végétaux et déjections animales. Fut une époque où l'on pratiquait essentiellement la cogénération : le méthane était brûlé et faisait tourner un moteur qui produisait de l'électricité et de la chaleur. Depuis une dizaine d'années, à la sortie des méthaniseurs qui s'installent dans nos campagnes on sait séparer le méthane du CO2 qui l'accompagne invariablement. Le méthane, appelé biométhane ou gaz vert, peut ainsi être injecté dans le réseau de gaz naturel qui alimente nos industries et nos habitations. L'intérêt du méthane ainsi produit est d'avoir une empreinte carbone extrêmement faible. On compte à ce jour 577 méthaniseurs dans l'Hexagone, pour 10 TWh (térawatt-heure) de puissance installée, bientôt l'équivalent de deux réacteurs nucléaires. Ce n'est certes que 2 à 3 % de la consommation de gaz en France pour le moment, mais rappelons que les premières installations qui ont injecté le gaz vert dans les réseaux datent de 2013.

« Le taux de croissance de cette filière est de 60 à 70 % depuis cinq ans, explique Xavier Passemard, directeur biométhane GRDF. Le biométhane est ainsi la seule filière EnR à avoir dépassé les objectifs fixés dans le cadre de la politique énergétique française. » 15 TWh sont attendus d'ici la fin de l'année 2024 et les professionnels de la filière estiment qu'un objectif ambitieux de 50 TWh à l'horizon 2030 peut être inscrit dans la prochaine loi Énergie Climat. La biomasse est bien sûr un axe majeur de la décarbonation, mais certains estiment qu'elle ne devrait pas servir à décarboner les chaudières à gaz des particuliers. L'industrie restera gourmande, alors les pouvoirs publics envisagent d'interdire ces chaudières dans l'habitat, c'est plus simple... sur le papier!

Autre enjeu : il faut trouver de quoi « alimenter » les méthaniseurs. Les agriculteurs peuvent pour cela produire des « cultures intermédiaires à vocation énergétique », les



Xavier Passemard, directeur biométhane GRDE

CIVE. GRDF travaille le sujet avec des organismes spécialisés comme ARVALIS ou l'INRAE. « Entre deux cultures alimentaires principales, explique Xavier Passemard, on en sème et cultive d'autres qui vont protéger le sol, l'enrichir et limiter la croissance des mauvaises herbes. Un mélange de semences, adapté au contexte pédoclimatique, par exemple orge et féverole, permettra souvent de mieux résister aux aléas climatiques et ainsi produire plus de biomasse. » Sans engrais fossile, ni irrigation bien sûr. C'est le digestat, résidu ultime de la méthanisation, riche en azote, qui fertilise les CIVE. En cas de surproduction, la technique de l'ensilage permet même de stocker un à deux ans, sans en altérer la valeur énergétique. À l'inverse, si la récolte attendue n'est pas réalisée en raison d'une croissance trop limitée, les plantes sont laissées sur place et enfouies. La terre ne s'appauvrit pas. Le cycle est vertueux.

Querelles d'intentions ou conflits d'usages

La biomasse sert aussi à produire des carburants, y compris, dans le futur, pour le transport aérien. Et comme l'usage de l'hydrogène pour les avions n'est pas envisageable à l'échelle industrielle avant 2050, certains cherchent à produire des carburants à partir de biomasse, plutôt sèche et ligneuse, paille et résidus de bois par exemple. Mais comment expliquer aux agriculteurs de Sologne qu'ils vont produire de la biomasse pour décarboner les vols Paris-Kuala-Lumpur?

Philippe Moisson, président des maires du Cher et du Syndicat d'Énergie du Cher, milite pour que les territoires producteurs soient aussi les consommateurs. « Quand on fait l'effort d'accepter des méthaniseurs, parfois dérangeants (odeurs et camions), dit-il, il est logique de profiter aussi du bénéfice. C'est un peu comme les éoliennes, elles sont toujours mieux chez les autres. Cela participe de l'acceptabilité. » Mais il faudrait pour cela développer le réseau de gaz et permettre une consommation locale. Trop cher actuellement, en tous cas plus cher que les « rebours », unités de compression du gaz qui permettent de faire remonter le gaz vers le réseau de transport pour une consommation dans des territoires desservis. « Faut-il donc se résoudre à produire dans nos campagnes ce que l'on consomme dans les métropoles ? » Ravi que son département soit pionnier pour la production de gaz vert, Philippe Moisson pense même pouvoir être autosuffisant, à condition de développer la distribution de gaz sur son territoire. « Mais la règlementation actuelle



Philippe Moisson, président des maires du Cher et du Syndicat d'Énergie du Cher.

ne permet pas à GRDF d'investir dans de nouvelles dessertes locales dont l'équilibre économique n'est pas atteint. Le financement des nouvelles infrastructures rurales devrait donc être repensé, et pour cela il faut que le législateur modifie la loi. » Laurence Poirier-Dietz, directrice générale de GRDF, en est apparemment convenue dans un échange avec Philippe Moisson.

Et demain?

Après la méthanisation, qui monte en puissance, viendra la pyrogazéification, procédé thermochimique qui transforme la biomasse ligneuse en gaz de synthèse. Le potentiel est estimé à 90 TWh en 2050.

Xavier Passemard ajoute : « La méthanisation, on l'a dit, récupère aussi du CO2 biogénique, que l'on sait combiner à l'hydrogène vert pour refaire du méthane ; c'est un potentiel de 50 TWh de gaz verts supplémentaires. Ajoutons, à terme, la gazéification hydrothermale, à très haute température et pression, à partir d'effluents organiques très liquides comme les boues de stations d'épuration. Une façon d'éviter d'épandre des résidus de stations d'épuration qui, parfois, notamment dans les grandes métropoles, sont trop

concentrés en métaux lourds. Cette technologie est en voie de développement, notamment aux Pays-Bas. »

La question pour tous les acteurs est de savoir ce qui va fonctionner, techniquement et économiquement. Les industriels de l'énergie travaillent à ces sujets. « Nous menons des programmes R&D avec nos partenaires, organismes académiques et laboratoires comme l'INRAE et le CEA, et lançons des appels d'offre innovants. Nous jouons le rôle de catalyseur pour l'émergence de nouveaux procédés. »

Impossible de savoir ce qui se passera réellement à l'horizon 2050, même si, contrairement à d'autres pays, la France s'évertue à vouloir tout planifier. En donnant la priorité à l'action et au concret, GRDF ambitionne de devenir le premier producteur de biométhane européen.

La géothermie, trop mal connue

Il est une énergie dont on parle peu au regard de son potentiel, c'est la géothermie. Il y a bientôt quinze ans, le BRGM, Bureau de recherche géologique et minière, installait sur son site orléanais une station d'expérimentation. Les résultats sont sans appel, la géothermie a toute sa place dans le mix énergétique. Elle est une source de chaleur totalement décarbonée, qu'on aille la chercher en surface, entre 10 et 200 mètres de profondeur, ou dans les aquifères, jusqu'à plusieurs milliers de mètres. Les deux technologies font appel au même principe qui veut que la température de la terre, à quelques mètres de profondeur, est d'environ 12 °C en région Centre-Val de Loire. Et plus on descend, plus cette température augmente, de l'ordre de 3 °C par tranche de 100 mètres (environ 40 °C à 1 000 m). La chaleur comprise dans les 200 premiers mètres peut être exploitée par une pompe à chaleur géothermique eau/eau. Charles Maragna, ingénieur au BRGM, suit le sujet de près. « Certes, dit-il, il faut de l'électricité pour animer cette pompe à chaleur, mais le fait que la température du sous-sol soit relativement constante au cours de l'année permet des performances élevées. Et c'est bien là le but des recherches ; réduire le contenu carbone de l'énergie domestique produite. »

En la matière, la géothermie est particulièrement économe. En comparaison, le gaz émet l'équivalent de 230 kg de CO2 pour produire 1 MWh (mégawatt-heure) d'énergie, et l'électricité en France n'émet que l'équivalent de 60 kg de CO2 par MWh. Le contenu carbone du chauffage produit par la pompe à chaleur géothermique n'est que de 15 kg de CO2 par MWh puisque les trois quarts de l'énergie restituée proviennent du sous-sol.

Alors pourquoi la géothermie n'est-elle pas plus utilisée ? « On distingue deux technologies de géothermie de surface, détaille Charles Maragna. Celle en boucle fermée qui utilise un fluide caloporteur (sans pompage d'eau souterraine), et celle en boucle ouverte ou l'on utilise l'eau souterraine d'un aquifère. Les deux sont très abouties mais forcément plus complexes à intégrer. Le particulier doit faire appel à un foreur en plus du chauffagiste. Quant aux projets urbains pour chauffer ou refroidir des bâtiments, on parle de budgets de plusieurs millions d'euros. » Pour les projets urbains, la géothermie va plus loin, notamment grâce aux « boucles d'eau tempérée ». Plusieurs installations et habitats sont connectés à un même circuit d'eau. Chacun y injecte ou ponctionne l'énergie thermique qu'il produit ou dont il



Charles Maragna, ingénieur au BRGM.

a besoin. Un data center, par exemple, ou un groupe froid évacuent des calories que des bâtiments industriels ou des logements récupèreront plus loin dans la boucle pour se chauffer. Le site Airbus Group de Blagnac utilise ce procédé avec succès. Le système est particulièrement adapté à la planification urbaine. « La géothermie va plus loin encore, poursuit Charles Maragna. Couplée au solaire thermique, elle permet, toujours selon ce procédé d'échange, de stocker l'énergie solaire dans les couches profondes de terrains propices, comme certaines argiles par exemple. » Et l'on parle même de « l'eau super critique », recherchée par exemple en Islande ; une eau à 400 °C qui contient une énergie évidente.

Mais alors que les technologies de la géothermie sont parfaitement abouties, on compte en France dans le secteur de l'habitat individuel l'installation d'environ 3 000 pompes à chaleur eau/eau (géothermiques) par an, contre plus de 500 000 pompes air/eau (aérothermiques) par an. Pourtant, en hiver, la température de l'air baisse, quand le sous-sol reste, lui, un producteur constant d'énergie.

EDF, en ordre de marche

Si la France veut réduire sa consommation d'énergies fossiles d'ici 2050, elle devra aussi réduire sa consommation d'énergie finale (essence, gaz, électricité...) de 40 % en 25 ans ; la part de l'électricité passera sans doute de 25 % du mix actuel à 50 % en 2050, en tenant compte de nos changements de mode de vie. « Pour cela, il va falloir redoubler d'ingénierie, concède Jean-Paul Combemorel, délégué régional EDF Centre-Val de Loire. Mais la bonne nouvelle, poursuit-il, c'est que les solutions électriques ont de bien meilleurs rendements que les carbonées. » L'atout maître de la France est d'avoir une électricité décarbonée grâce au nucléaire. L'enjeu est donc d'en disposer encore dans les années à venir, et pour cela la commande de l'État est très claire : construire six nouveaux EPR d'ici 2035 (celui de Flamanville entrera en production courant 2024), et huit autres à terme. Dans le même temps, le programme industriel de rénovation et de modernisation des centrales nucléaires existantes, dit du « grand carénage », doit prolonger les réacteurs existants jusqu'à 2035. Enfin, EDF doit mettre en chantier les fameux SMR, small modular reactors. Une technique à eau pressurisée, similaire à celle de nos 56 réacteurs actuels, mais de dimension réduite d'un tiers (340 MW environ). Il s'agit là d'organiser une logique industrielle de masse, qui doit permettre d'installer la production plus près des lieux de consommation. « Nous maîtrisons cette technologie, insiste Jean-Paul Combemorel, car n'oublions pas que la France a la maitrise du nucléaire embarqué sur ses sous-marins et ses porte-avions. »

Et ce n'est pas tout. EDF est aussi acteur des autres énergies du mix électrique, éolien et solaire photovoltaïque. « Pour le premier, détaille Jean-Paul Combemorel, on commence par le repowering, c'est-à-dire le remplacement d'anciens mats par de nouveaux, plus puissants. » À cela s'ajoute l'éolien offshore. Six projets sont à l'étude ou en cours de déploiement pour 500 Mw, dont celui de 80 éoliennes à 13 km au large de La Baule déjà en fonctionnement. Reste le soleil, qu'EDF captera prochainement sur l'ancienne base aérienne de Châteaudun. Cent hectares qui produiront à terme 100 Mw.



Agir, écouter, ajuster



Le tout nouveau président de l'ADEME, Sylvair Waserman, convient que l'on est dans une ère nouvelle qui nous impose d'agir, d'expérimenter et de massifier ce qui fonctionne. « La France émet enviror 400 mégatonnes de CO2 chaque année, dit-il. Er 2030, elle ne doit plus en émettre que 270. Il faut donc trouver comment économiser 130 mégatonnes! » Voilà l'équation qui se trouve sur le bureau de cet ancier élu local, ancien député et ancien chef d'entreprise. Et c'est avec humilité qu'il entend essayer de la résoudre. Ses expériences l'incitent à penser que rien ne se fers sans les collectivités et les élus locaux. « La transitior écologique passe par les territoires, de même que rier n'est possible sans l'ADEME, qui doit être un tiers de confiance qui éclaire et inspire la décision publique. »

Nous devons être soucieux de l'efficacité carbone de chaque euro investi

Sylvain Waserman, président de l'ADEME

RTE en mission pour le réseau

Avec ces productions d'énergies nouvelles, issues des industriels, de l'agriculture et des particuliers, RTE (Réseau de transport d'électricité) est missionnée par l'État pour tisser le réseau de demain, qui ne fera que s'étendre au cœur de l'Hexagone et vers nos voisins. « Nous faisons des études prospectives qui tiennent compte de tous ces paramètres, explique Carole Pitou-Agudo, déléguée régionale Ouest. Il s'agit bien entendu d'accompagner le développement des EnR, qui représenteront à terme 4 GW supplémentaires. » RTE a investi 1,7 milliards d'euros en 2022 (456 millions d'euros en Centre-Val de Loire) pour l'entretien et l'extension des 100 000 km de lignes du réseau national. « Notre région a la particularité d'être la deuxième productrice d'électricité – elle en exporte 74 % –, avec quatre centrales et 6 500 km de lignes, rappelle Carole Pitou-Agudo. Il y a 65 km de lignes souterraines à construire et six postes électriques, qui mobilisent un investissement complémentaire de 344 millions d'euros pour les dix prochaines années. »



Carole Pitou-Agudo, déléguée régionale Ouest.

Ruée vers l'ammoniac

En plus du chauffage et des transports, les procédés industriels sont très consommateurs d'électricité et d'énergie. Carburant d'avenir s'il en est, l'hydrogène est l'objet de toutes les attentions dans le monde. Christine Rousselle est chercheuse au laboratoire PRISME de l'université d'Orléans: « Son utilisation est double, expliquetelle, selon qu'il est sous forme brute (H2) ou sous

Christine Rousselle est chercheuse au laboratoire PRISME.

forme combinée avec l'azote de l'air pour former de l'ammoniac (NH3). L'hydrogène peut alimenter une pile à combustible, des turbines à gaz, moteurs à combustion interne, ou des fours industriels. L'ammoniac, quant à lui, est pour l'heure utilisé comme fertilisant, mais aussi dans les systèmes de réfrigération et divers procédés chimiques. Une nouvelle voie s'ouvre pour lui : un combustible zéro carbone. »

Alors pourquoi utiliser l'hydrogène sous forme d'ammoniac ? « Parce que pour être transporté, l'hydrogène doit être sous haute pression à 700 bars ou basse température à – 253 °C. Alors qu'avec l'ammoniac, trois atomes d'hydrogène liés à un atome d'azote, tout devient plus simple. Il est liquide à – 33 °C et à pression atmosphérique. » Et l'ammoniac peut aussi servir de carburant dans des moteurs à combustion, cette fois totalement décarbonée, d'où son intérêt, comme l'hydrogène. Mais il reste de nombreuses inconnues et challenges à relever, qui intéressent les chercheurs du monde entier.

L'Allemagne vient d'annoncer le test de gros moteurs diesels à l'ammoniac pour la mobilité ferroviaire ; la région Centre-Val de Loire, elle, s'oriente vers la pile à combustible à hydrogène.

De nombreuses études portent sur les procédés de production d'ammoniac (le CNRS de Toulouse, les USA et l'Australie...) par électrolyse, procédés plasma ou autres.

Car le procédé actuel (qui a plus de 120 ans), à haute pression, haute température et catalyse, est coûteux en énergie. En trouver d'autres limiterait le réchauffement climatique. Les pays ensoleillés, venteux et désertiques comme l'Australie, l'Arabie Saoudite, les pays du Maghreb ou le Chili, sont dans la course pour cette production intensive, et, bien sûr Aramco, Total et Engie sont sur le coup.

« On produit donc de l'hydrogène pour une utilisation de proximité, et de l'ammoniac pour l'export. » Ces deux voies ne sont pas concurrentes, précise Christine Rousselle. L'idée serait même que les moteurs des tankers utilisent cet ammoniac. Les fabricants de moteurs comme Man Wärtsilä, Win GD, IHI ou Hyundai sont, eux aussi, dans la course ... La boucle serait bouclée!

Do you speak touriste?

L'innovante société tourangelle lmagelmages a été sélectionnée par le comité régional du tourisme Paris Îlede-France et la chambre de commerce et d'industrie de Paris Îlede-France pour participer à la formation des acteurs du tourisme aux enjeux de la Coupe du monde de rugby. Pour cela, lmagelmages a une arme redoutable : son application « Caravel Learner », le premier serious game d'apprentissage touristique. Explications.

La Coupe du monde de rugby se rapproche à grandes foulées. Et avec elle, quelque 600 000 amateurs du ballon ovale sont attendus à Paris et en région parisienne. Avec le « Caravel Learner », son serious game (déclinaison du jeu vidéo, au service des professionnels) d'apprentissage touristique, chaleureusement recommandé par ses utilisateurs, la société Imagelmages a su taper dans l'œil du comité régional du Tourisme Paris Île-de-France et de la chambre de commerce et d'industrie de Paris Île-de-France. Sa solution de formation gamifiée a été adaptée aux enjeux de la Coupe du monde de rugby pour rejoindre, au grand bonheur de Fabienne Lecuyer, directrice de l'entreprise tourangelle, et de sa jeune équipe, le dispositif régional « Do you speak touriste ? ».

Caravel Learner, le premier serious game d'apprentissage touristique

Créé en 2017, le novateur serious game touristique Caravel Learner associe les mécanismes de motivation et d'engagement du jeu, des contenus pédagogiques qualifiés (cours, quiz et vidéos) sur l'accueil touristique, la donnée touristique géolocalisée et un algorithme de recommandation. Le principe est explicité par Fabienne Lecuyer : « L'apprenant suit des cours et répond à des quiz qu'il doit valider pour gagner des points et accéder aux parties de mises en situation dynamiques, générées à partir des demandes identifiées des touristes et du contexte géolocalisé de son établissement. »



Ce dernier point est d'ailleurs particulièrement important. Le jeu s'adaptant à la géolocalisation de chacun et étant actualisé régulièrement, chaque utilisateur, professionnel du tourisme, est donc en mesure de conseiller à ses visiteurs les meilleurs restaurants japonais, indiens ou italiens à proximité de son établissement. Idem pour les activités culturelles. Une solution digitale efficace pour améliorer la qualité du service, des conseils et des recommandations touristiques, mais aussi pour relier entre eux les acteurs touristiques. En somme, tant d'enjeux dont se soucie la société tourangelle créée en 2009 et qui est à l'origine du premier réseau d'affichage dynamique en région Centre-Val de Loire. Autrement dit, Imagelmages produit et diffuse des contenus touristiques ciblés sur des écrans installés dans les principaux lieux de passage de la région. « Une image vaut mille mots », dit-on.

« Do you speak touriste? Yes I speak rugby! »

Pour l'accueil des visiteurs qui se rendront en Ile-de-France assister à la Coupe du monde de rugby 2023, le Caravel Learner propose ainsi une édition spéciale de « *Do you speak touriste* ? » pour devenir « *champion* » de l'accueil pendant l'événement. Au programme : des informations sur la compétition et les équipes participantes, mais aussi sur les bonnes manières à adopter au contact des touristes venus dans ce contexte, et, bien sûr, des renseignements sur l'offre touristique locale. Une multitude de données pour que les professionnels de l'accueil puissent se hisser à la hauteur de l'événement, sans jamais craindre les faux rebonds.

Johann Gautier







La Coupe du monde du rugby scolaire se joue à Pontlevoy







Du 2 au 7 septembre 2023, 700 jeunes garçons et filles venus du monde entier viendront disputer la Coupe Héritage 2023 à Pontlevoy, en Loir-et-Cher. Cette compétition de rugby est l'équivalent de la Coupe du monde, pour les scolaires de moins de guinze ans.

C'est le rêve et le pari un peu fou d'un groupe de passionnés du ballon ovale, dont François Roche Bayard, l'une des chevilles ouvrières de cet événement, et de Thierry Chenet, le président de l'association Héritage Pontlevoy. Inédite, cette compétition se jouera pile deux cents ans après l'invention de ce sport par un élève! En effet, le jeune William Webb Ellis eut l'envie, lors d'un match de foot, de prendre le ballon en main et de venir l'aplatir entre les poteaux de but. Il écrivit ensuite les règles avec l'aide de deux camarades et du directeur de son école.

Au-delà de l'événement sportif et éducatif, qui est une première en région Centre-Val de Loire, c'est une rencontre porteuse de valeurs fortes de partage et de solidarité. L'ambition est de recevoir des enfants de vingt pays différents, y compris de pays défavorisés, avec en ligne de mire cet objectif : « Transmettre aux jeunes venus des cinq continents l'audace, le goût d'entreprendre de grandes choses. »

Il faut croire que leur volonté de rassembler et de porter haut ces valeurs ont su faire écho en région Centre-Val de Loire, puisque leur démarche a largement été soutenue par les entreprises, les collectivités et les acteurs du rugby. Cette compétition apporte une belle complémentarité à la Coupe du monde des professionnels que la France accueille et qui débutera au lendemain de l'Héritage Cup, pour se terminer le 28 octobre 2023.

Alors si vous voulez commencer à vibrer et vous remettre dans l'ambiance du rugby tout en encourageant les champions de demain, venez assister aux matchs de ces jeunes!

Émilie Marmion

INFOS PRATIQUES
Programme et billetterie en ligne sur pontlevoy2023.com

Attention, les places sont limitées, surtout pour les finales du 7 septembre.



Redécouvrir les villes de la région à travers le design

Du 14 au 28 septembre prochain, la région Centre-Val de Loire accueille la quatrième édition de France Design Week Loire Valley. Trois parcours design sont prévus à Orléans, Blois et Tours afin de vulgariser le design, une activité encore méconnue des habitants de la région.

France Design Week est un évènement national orchestré par l'APCI, l'Agence pour la Promotion de la Création Industrielle. Créée en 1983 à l'initiative des ministères chargés de l'Industrie et de la Culture, l'APCI est l'association nationale de promotion du design en France, reconnue d'intérêt général. Qui dit évènement national dit thème national. En 2023, celui retenu est « Vivants, vivants ». Autrement dit, cette quatrième édition entend aborder les enjeux autour du vivant pour les designers d'aujourd'hui. Les designers qui participent à France Design Week partagent une vision du design comme un vecteur de développement économique, social, culturel et environnemental. Ils s'engagent, par leurs initiatives, à valoriser l'innovation par le design et à promouvoir cette activité auprès du grand public.

Trois évènements à Orléans en 2023

En région Centre-Val de Loire, France Design Week Loire Valley est organisé par l'association Valesens. À Orléans par exemple,





Workshop peindre avec des pigments.

une exposition collective « Designs du vivant » est prévue au Musée de la Biodiversité. Une table ronde « Économie régénérative, s'inspirer des écosystèmes vivants » sera également organisée le 21 septembre de 18h à 20h au campus de l'ISC.

Enfin, des parcours design sont prévus dans les centresvilles d'Orléans, Blois et Tours afin de découvrir ou redécouvrir ces villes à travers le design. L'objectif des organisateurs de l'évènement est de montrer que le design est partout en ville et dans le quotidien urbain de ses habitants. Une bonne manière de vulgariser le design, une activité qui reste encore méconnue du grand public. Concrètement, devant chaque lieu remarquable, un sticker avec un QR code sera placé au sol ou sur la devanture. Il renverra sur le site internet de Valesens. La page web expliquera en quelques mots l'histoire du lieu à travers le prisme du design. Les lieux concernés sont des bâtiments, des aménagements paysagers, des ateliers, des boutiques, des studios de design et toutes autres infrastructures qui prouvent que le design est bien présent dans ces villes de la région Centre-Val de Loire.

> Pour trouver la liste des lieux à visiter, rendez-vous sur le site de Valesens (https://valesens.com/parcours-design/) du 7 au 28 septembre 2023.

> > Maxence Yvernault



Les Rencontres de Saint-Amand-Montrond Karl Mazlo.



Résonance

15.25 ANS

ORDI ÉQUIPEMENT

MANUELS SCOLAIRES **TRANSPORTS** LOGEMENT **SPORT CULTURE**



POUR ALLÉGER LA RENTRÉE Y'A YEP'S!

PROFITEZ DE VOS AVANTAGES SUR

YEPS.FR





LA RÉGION **CENTRE-VAL DE LOIRE** toujours à vos côtés!



LA RÉGION ACCOMPAGNE LES JEUNES





Compagnie du Hasard:

le rideau tombe

La célèbre Compagnie du Hasard, dans le Loir-et-Cher, fermera ses portes définitivement fin 2024. Dans cette « chronique d'une mort annoncée », il n'y a pas d'amertume pour cette troupe artistique, mais une joyeuse effervescence au moment de terminer en beauté avec de nombreux projets et une magnifique création.

L'annonce de la fin de cette troupe a fait l'effet d'une bombe dans le milieu culturel régional. La Compagnie du Hasard, sous la direction de Danièle Marty, s'apprête à tirer le rideau de façon définitive à la fin de l'année 2024, mettant fin à une longue ère de créativité théâtrale. « C'est un choix », précise Danièle Marty. « Après 46 ans de bons et loyaux services, l'heure de la retraite a sonné pour moi. »

Fondée historiquement à Blois en 1977 par Nicolas Peskine, la compagnie a marqué le monde du théâtre avec sa créativité audacieuse et sa trentaine de productions mémorables. La transition de Blois à Favras (en Controis-en-Sologne) en 2003 a été le point de départ d'un nouveau chapitre. Sous la direction artistique de Danièle Marty, qui a repris ce poste après le décès de son mari Nicolas Peskine, la troupe a continué à incarner l'esprit poétique qui a toujours défini son essence.

La vie continue pour le théâtre du Grand Orme

La Compagnie du Hasard a toujours joué un rôle essentiel dans la vie culturelle locale. Le théâtre du Grand Orme accueille les créations de la compagnie, puis celles d'autres spectacles ainsi qu'une école de théâtre de 70 personnes. Et cela va perdurer ! En effet, le lieu va être repris par Accords Centre-Val de Loire : ACVL. Cette association qui fédère l'ensemble des établissements d'enseignement musical du département va s'installer en janvier 2025 à Favras. Ce centre de ressources associatif qui porte l'Ensemble orchestral du Loir-et-Cher va s'ouvrir à tous les arts et reprendre l'école de théâtre. « Je suis contente de céder ce lieu à d'autres projets artistiques. Il est important de continuer de promouvoir la culture en milieu rural », souligne Danièle Marty.

L'impact social et culturel

Dans un contexte économique en constante évolution, les compagnies de théâtre doivent non seulement attirer un public fidèle mais aussi trouver des sources de financement pour survivre



Le salut d'Antigone vs Créonne.

et prospérer. Malgré les défis économiques, la Compagnie du Hasard, qui emploie l'équivalent de sept temps pleins, a continué à produire des œuvres mémorables dans un esprit de théâtre populaire qui sait transmettre des convictions comme poser des questions. Des pièces telles que 8 heures à la Fontaine, lko Tjokidi, ou encore Antigone vs Créonne, ont laissé une marque durable.

Alors que la nouvelle de la fermeture imminente de la compagnie a ému au-delà des frontières du Centre-Val de Loire, elle rappelle l'importance de soutenir les entreprises artistiques et culturelles. Ces troupes enrichissent notre société de manière profonde, en défiant les conventions et en nous invitant à réfléchir. Les institutions, les municipalités, les mécènes et le public ont tous un rôle à jouer pour soutenir les initiatives artistiques et maintenir la vitalité du monde culturel.

Avant que le rideau tombe sur cette aventure théâtrale exceptionnelle, la Compagnie du Hasard va proposer une programmation riche, avec quatre spectacles en tournées, une nouvelle création sur le sujet des migrations humaines (été 2024) et deux jours d'hommages à Nicolas Peskine à Blois (octobre 2024), alors profitons!

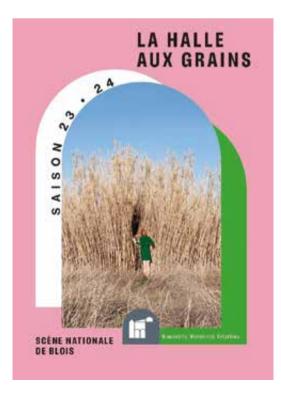
compagnieduhasard.com

Sophie Manuel

Une programmation prometteuse!

La Halle aux grains, scène nationale de Blois, entre dans une nouvelle ère artistique avec la première programmation de Frédéric Maragnani, son nouveau directeur. Cette saison 2023/2024 promet une expérience inédite et captivante pour les amateurs d'art sous toutes ses formes...

« Humanités, histoire(s), et créations », trois mots puissants comme fil conducteur pour la programmation de la Halle aux grains, qui sera composée de 50 spectacles et 110 représentations pour cette saison 2023/2024. La scène nationale de Blois se distingue, une fois de plus, par sa diversité et son éclectisme artistique. Sans vous lister toutes les compagnies, il va sans dire que grands noms et jeunes talents prometteurs se succéderont. Du théâtre, de la musique, de la danse, du cirque seront au rendezvous, ainsi que des performances, des lectures, de la magie, des marionnettes et même de l'humour. « La programmation pluridisciplinaire est un véritable catalyseur de créativité et de réflexion », souligne Frédéric Maragnani, le directeur de la Halle aux grains. Cinq temps forts viendront ponctuer cette saison. Le festival Circ & Plus pendant les vacances de la Toussaint ; la troisième édition de « *Génération climat* », dont la programmation vise à sensibiliser le public aux enjeux environnementaux (en janvier 2024) ; des nouveautés comme les « Premières fois », où des artistes se lanceront sur scène (février 2024) ; la « Semaine en solo », consacrée au seul-en-scène sous toutes ses formes (en avril 2024) ; et, avant tout cela, « Les Beaux débuts », pendant le week-end du 15/17 septembre, ce trait d'union entre la fin de l'été et le





Frédéric Maragnani, directeur de la Halle aux grains.

départ de la nouvelle saison, qui sera aussi un clin d'œil au début de la scène nationale à Blois, il y a trente ans.

Trente ans de scène nationale

En ce mois de septembre 2023, la Halle aux Grains de Blois fêtera en effet par ailleurs l'anniversaire des trente ans d'attribution du label « scène nationale ». Soulignons qu'une scène nationale est bien plus qu'une simple salle de spectacle. Il s'agit d'une institution culturelle qui a pour vocation de diffuser et de promouvoir une grande variété d'œuvres artistiques. Les scènes nationales sont reconnues par l'État français en tant que lieux d'intérêt national et d'utilité publique, avec comme mission celle de rendre accessible la culture au plus grand nombre et de favoriser la diversité artistique. « Outre son rôle social et éducatif, elle se doit d'organiser des ateliers, des rencontres avec les artistes, des débats pour favoriser la réflexion autour des œuvres diffusées », précise Frédéric Maragnani.

Un budget pour excellence artistique

Le succès de la Halle aux grains repose en partie sur l'investissement financier effectué pour maintenir la qualité artistique de la programmation. En tant que vecteur culturel et économique, elle incarne l'engagement de l'institution à maintenir un espace où l'excellence artistique et la viabilité économique coexistent harmonieusement. Son budget de 2,2 millions est composé de recettes propres (billetterie), de subventions publiques (État, région Centre-Val de Loire, département du Loir-et-Cher et ville de Blois) et de mécénats. Concernant le public, les spectacles proposés semblent à la hauteur des attentes, puisque 21 000 entrées ont été enregistrées la saison dernière. En encourageant la découverte de nouvelles formes d'expression et en célébrant la richesse des humanités, la Halle aux grains mérite sa place en tant que carrefour culturel incontournable.

halleauxgrains.com

Sophie Manuel

La musique à l'honneur avec les Musicales 41

Après les Estivales 41 et Festi'Jardins pendant l'été, le conseil départemental de Loir-et-Cher continue sa programmation culturelle à la rentrée avec la 2º édition des Musicales 41 qui dissémine trois événements musicaux sur le territoire. Philippe Gouet, président du conseil, a répondu à nos questions.

Pouvez-vous nous présenter les Musicales 41?

Philippe Gouet : Le département propose ce rendez-vous musical aux Loir-et-Chériens et les incite à ressentir les émotions uniques générées par le spectacle vivant dans trois lieux culturels emblématiques, en partenariat avec l'Opéra de Paris et la Halle aux Grains, scène nationale de Blois.

Parmi ces trois rendez-vous, leguel serait celui à ne pas

L'élément phare, c'est notre concert du 24 septembre à 17 h à la Halle aux Grains de Blois, où nous allons accueillir un virtuose de récital de piano qui est Lucas Debargue. Lucas Debarque est un pianiste recherché sur toutes les scènes internationales. Il a joué avec les plus grands orchestres et chefs d'orchestre du monde. Ce jeune pianiste va nous interpréter deux parties. Une partie consacrée à Mozart et une deuxième qui sera consacrée à des œuvres de Chopin. Ce pianiste est lauréat du prix Tchaïkovsky. Il est régulièrement invité à La Roque-d'Anthéron, au Festival international





Philippe Gouet, président du conseil départemental de Loir-et-Cher.

de piano. On aura le plaisir de l'écouter. Et ce jour-là, on aura également un quintet cordes et piano qui est l'Ensemble 1904. Ces musiciens sont tous diplômés du Conservatoire national supérieur de Paris. Ce quatuor à cordes sera accompagné d'un pianiste qui s'appelle Matthieu Stefanelli. Ce pianiste est également compositeur et commence à être renommé. Ils interprèteront le fameux quintet de Schubert : La Truite. Et également un quatuor pour piano et cordes de Gustav Mahler. Ça, c'est le point d'orque des Musicales 41.

Et les autres événements musicaux?

À ça se rajoutent deux concerts en audiovisuel qui seront retransmis. Le vendredi 8 septembre à 20 h à La Pyramide de Romorantin, on aura une représentation des Noces de Figaro de Mozart. Et le vendredi 22 septembre à 20 h à Vendôme à la salle du Minotaure, une transmission audiovisuelle du ballet Roméo et Juliette inspiré du livre de William Shakespeare. Cet opéra et ce ballet sont des enregistrements d'événements qui se sont déroulés en 2022 à l'Opéra Garnier et l'Opéra Bastille de Paris.

Comment y assister?

Les réservations, obligatoires pour ces trois événements musicaux, se font sur le site du département. L'accès est totalement gratuit. Le concert de Lucas Debargue est à un prix défiant toute concurrence parce qu'il y a une participation importante du département.

Quels objectifs poursuit le département en matière de

C'est d'apporter la culture au plus grand nombre de nos concitoyens du département et de tous les âges. Il faut savoir qu'on a un budget pour la culture et le sport de 9 millions d'euros en 2023 et qu'on est l'un des rares départements français qui a maintenu son budget culture. Dès qu'il y a des crises géopolitiques ou économiques, il y a souvent un ajustement et c'est souvent la culture qui est diminuée au niveau des investissements; ce qui n'a pas été le cas en 2023 puisqu'on maintient le budget voté à l'unanimité pour 2023.

Laëtitia Piquet

Environnement : les soirées optimistes

Bellaloire

Les soirées optimistes Bellaloire émergent comme une manière conviviale d'aborder les enjeux cruciaux de l'environnement tout en encourageant des actions positives et durables. Deux soirées sont programmées au quatrième trimestre 2023, dans l'idée d'échanger autour de cette cause tout en insufflant un sentiment d'espoir et d'action.

Dans un monde confronté à des défis environnementaux de plus en plus pressants, les soirées Bellaloire éclosent en tant qu'évènements uniques alliant habilement conférence et concert, offrant une approche rafraichissante pour aborder ces enjeux tout en catalysant des initiatives positives et durables. Prévues le jeudi 5 octobre à Blois et le samedi 8 décembre à Vendôme, ces soirées visent à créer un espace propice à la réflexion, à l'échange et à l'inspiration tout en insufflant une perspective d'espoir et d'action.

Une programmation remarquable

Les soirées Optimistes se distinguent dans la fusion inédite de contenu intellectuel et de divertissement stimulant. Convaincu que la transition écologique nécessite une co-construction adaptée à chaque contexte, Philippe Mistral, géographe environnementaliste, viendra exposer à Blois, les bonnes pratiques qui émergent aux quatre coins du monde. L'idée est de comprendre les principes sous-jacents et de les adapter de manière créative aux réalités locales. Suivra, ce jeudi 5 octobre à Blois, un concert de Samba de la Muerte, un groupe normand remarquable qui joue une musique folk lumineuse parsemée de synthés futuristes.



À Vendôme, le célèbre Serge Zaka, ingénieur agronome et docteur en agro-climatologie, apportera une expertise éclairante sur les défis complexes auxquels l'agriculture est confrontée à l'horizon 2050. Ce samedi 8 décembre, la thématique « Agriculture et 2050 en Loir-et-Cher » sera une occasion exceptionnelle de contribuer à façonner l'avenir de l'agriculture et de notre assiette.

En associant conférences et performances musicales, les soirées Optimistes Bellaloire visent à inspirer, à partager un moment collectif, et aussi permettre une réflexion sur la manière de façonner un avenir durable pour tous.

Infos sur Bellaloire Festival sur les réseaux



Henri Hélis au musée de Sologne

Jusqu'au 1er octobre, le musée de Sologne met à l'honneur un peintre originaire de Romorantin : Henri Hélis (1872-1945). À cette occasion, toute la muséographie a été réinterprétée autour de cette exposition temporaire inédite regroupant 80 œuvres et une riche documentation.

Henri Hélis était «un artiste local dont nous ne connaissions finalement quasiment rien», confie Maillochon, la directrice du musée de Sologne. Un seul tableau de ce peintre figure parmi les collections du musée, en plus des registres où apparaît son nom, sa famille ayant été installée sur plusieurs générations à Romorantin. «Méconnu du public actuel, cet artiste discret a pourtant participé aux plus grandes expositions de son temps dont il a été, pour la plupart, l'un des organisateurs aux côtés de Cézanne, Guimard ou Signac. En 1904, Henri Hélis a participé activement, avec l'architecte Pierre Chauvallon, l'organisation d'une exposition artistique à Romorantin. L'événement, qui débuta le 23 septembre et s'acheva le 30 octobre, fut d'importance puisque 489 œuvres y furent exposées.» Son activité d'organisateur de salons lui valut d'ailleurs d'être nommé officier d'Académie.

Peintre du beau

Cet élève d'Ovide Scribe et d'Auguste Allongé a aussi obtenu la médaille d'argent à l'exposition internationale d'Alençon en 1898. Sa peinture se caractérise par une vue sur un cours d'eau et ses reflets, une part importante donnée au ciel, un chemin qui donne la perspective, une vision impressionniste avec la représentation d'un moment précis de la journée. Bien qu'Henri Hélis s'installe à Paris, il conserve un lien continu avec la Sologne. Parmi les sujets qu'il peint, il



Étang de Loreux, Henri Hélis.

détaille les paysages de son pays natal. En plus des paysages de Sologne et de la vallée du Cher, il représente également ses voyages en Bretagne et en Belgique, des vues de Paris, mais aussi quelques fleurs et intérieurs d'églises. «C'est un peintre du beau. Dans ses carnets, il ne représente jamais l'horreur de la guerre. Quand il représente Paris avec des cheminées d'usines, il arrive toujours à garder le côté esthétique.»

Un oubli réparé

Cette exposition artistique fait aussi état des recherches sur Henri Hélis, qui permettent de comprendre sa vie, sa technique et les raisons qui ont conduit à son oubli. L'étude de sa généalogie montre l'ascension sociale de sa famille, ce qui lui a permis de vivre dans un milieu bourgeois, de s'adonner librement à la peinture et à la photographie sans avoir besoin de vendre son art. Henri Hélis n'a eu ni élèves ni marchand qui auraient pu contribuer à sa notoriété. Faute d'héritiers directs, son œuvre ne sera pas valorisée après sa disparition, jusqu'à ce que la galerie Imperial Art achète le fonds d'atelier de l'artiste en 2021, restaure et encadre les œuvres et crée l'association Henri Hélis.

Cette exposition et l'édition d'une monographie sur Henri Hélis ont été financées par la ville de Romorantin-Lanthenay, le conseil régional de la région Centre-Val de Loire, le conseil départemental de Loir-et-Cher, l'association des Amis du musée de Sologne, le Rotary Club, le Lions Club, Kéolis, l'entreprise Guerra Habitat, la résidence seniors Domitys, le Crédit agricole et des particuliers.

Laëtitia Piquet

Méconnu du public actuel, cet artiste discret a pourtant participé aux plus grandes expositions de son temps

Miss Goumard se met au vert

Après huit ans à Blois, le salon de thé cosy de Fanny Goumard s'est délocalisé à la campagne, à Cheverny. Ce nouveau projet est dans la continuité de l'offre proposée à Blois, mais avec une nouvelle organisation motivée par la volonté de préserver la passion et la créativité. Un défi audacieux qui remet en question le paradigme de la croissance.

Le dépaysement est total dans la petite maison blanche située à 500 mètres du bourg de Cheverny, grâce à la belle terrasse au milieu de la campagne et toujours cette décoration so british! Au menu, un plat avec viande et poisson et un plat végétarien, ainsi que les fameux desserts de Miss Goumard. Passionnée, Fanny Goumard s'attache à cuisiner avec des produits locaux et issus du circuit court, dans la mesure du possible. « Au fond de moi, j'ai toujours rêvé d'avoir un salon de thé. Mon premier métier était dans l'urbanisme. Puis j'ai décidé de passer un CAP de pâtisserie. Après une expérience de trois ans en tant que salariée, j'ai créé "Miss Goumard" », raconte Fanny.

Un équilibre entre saveurs et temps

Le concept de ce nouveau projet à Cheverny est d'offrir une pause gourmande suspendue, pour prendre son temps. Pour contribuer à un accueil serein et de qualité, il a été décidé de repenser l'organisation en ouvrant du mercredi au samedi, de midi à 18 h 30. Dans le secteur exigeant de la restauration, l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle est un défi constant. « J'ai besoin de temps pour créer, m'inspirer pour faire des nouvelles recettes. Je ne veux plus courir, pendant mon unique jour de congé, entre l'administratif et les courses », explique Fanny. À l'ère où la croissance économique a longtemps été le moteur central des stratégies, d'autres perspectives émergent. Une voie alternative pour repenser la relation avec le travail, l'environnement et le bien-être. Saluons cette initiative qui est construite vers un avenir où la croissance n'est pas simplement assurée en termes monétaires mais aussi en qualité de vie, de durabilité et de santé.







Fanny Goumard, dans son salon de thé.



Les influenceurs qui mettent en avant la région Centre-Val de Loire

Simple loisir ou véritable professionnelle, certains ont fait le choix de « l'influence ». Leur credo ? Mettre en valeur dans leurs publications la région Centre-Val de Loire à travers ses lieux ou hébergements touristiques et sa gastronomie. Rencontre avec trois d'entre eux.

Emmy Alexandre, alias Emmyzapartca:

Ancienne chargée de développement communication au château de l'Islette (37), Emmy a quitté son poste en octobre 2022 pour se consacrer à 100 % à son métier d'influenceuse. Elle est aujourd'hui l'une des rares influenceuses en région Centre-Val de Loire à vivre de cette activité. L'ancienne étudiante en histoire de l'art est passionnée par le patrimoine, le tourisme et la gastronomie. Elle aborde ces trois thèmes dans ses publications. Cette jeune tourangelle entend être une « ambassadrice de la Touraine. L'influence, ce sont beaucoup de rencontres et cela demande beaucoup de créativité. » Avec plus de 30 000 abonnés sur Instagram et 10 000 sur TikTok, le contact est quotidien avec sa communauté : « J'ai la volonté de répondre à tout le monde. » Cette communauté est composée de 70 % de femmes, contre 30 % d'hommes : « 30 % peut paraître élevé, le public masculin étant plus difficile à toucher sur les réseaux sociaux. » Ses abonnés viennent principalement de Tours, de Touraine et de toute la région Centre-Val de Loire. La jeune femme touche davantage les 25-34 et 35-44 ans : « C'est un profil de communauté qui se fait plaisir. »

www.instagram.com/emmyzapartca/ www.tiktok.com/@emmyzapartca www.linkedin.com/in/emmy-alexandre-069474116/ https://emmyzapartca.com/









Sophie Quinet, avec We Loire Family:

En 2018, Sophie Quinet crée We Loire Family, un compte Instagram destiné à valoriser les visites en famille en région Centre-Val de Loire. Sa découverte des châteaux, jardins, musées et activités nature est partagée avec sa communauté. Mère célibataire née à Blois, Sophie a toujours été passionnée par le tourisme et se présente comme une amoureuse de sa région, qu'elle veut faire découvrir à ses abonnés. « Alors qu'on entend beaucoup parler de surtourisme, j'ai envie de faire découvrir les lieux qu'on ne connaît pas, les petites visites secrètes, les lieux insolites pour les habitants de la région, les églises par exemple... J'ai déjà été contactée par des propriétaires d'hébergements insolites, comme une cabane ou une roulotte. » Avec plus de 13 000 abonnés sur Instagram, « voir sa communauté grandir fait partie du jeu et donne satisfaction », poursuit-elle. Aujourd'hui, l'influence n'est pas son activité principale, mais les opportunités de collaboration rémunérée l'ont poussée à créer sa propre entreprise. À côté, Sophie est professeure de tourisme : « J'aime mes deux métiers, j'aime l'enseignement. Mes deux activités se complètent. L'influence, je fais ça pour le plaisir, par passion. »

www.instagram.com/weloirefamily/?hl=fr

Anthony Bourgouin, alias Monsieur l'Amoureux :

« Le terme d'influenceur ne me colle pas à la peau, prévient d'emblée Anthony Bourgouin. Influencer, non, mais présenter et proposer, oui. Orléans est ma ville de cœur. L'idée est de développer l'attractivité touristique du territoire. Je mets en avant ce qui existe autour de nous et j'en fais la promotion pour montrer ce qu'est devenue la ville d'Orléans. » Anthony Bourgouin et son épouse Noémie Schlachter, alias Monsieur l'Amoureux et Madame l'Amoureuse, entretiennent chacun leur compte Instagram. Depuis 2015, ils alimentent à quatre mains leur blog « Notre carnet d'aventures ». Avec près de 8 000 abonnés sur son compte Instagram, Anthony poste surtout des photos de l'urbanisme et de l'architecture orléanaise. Pour Anthony, cette activité reste donc un loisir, une passion pour la photo, les archives et la ville d'Orléans.

www.instagram.com/monsieurlamoureux/ http://notrecarnetdaventures.com/

Maxence Yvernault





LES NOCES DE FIGARO

W. A. MOZART

VENDREDI 8 SEPTEMBRE

PYRAMIDE - 20 H

ROMORANTIN-LANTHENAY

GRATUIT
RETRANSMISSION AUDIOVISUELLE









ROMÉO & JULIETTE

D'APRÈS W. SHAKESPEARE

VENDREDI 22 SEPTEMBRE
MINOTAURE - 20 H
VENDÔME

GRATUIT RETRANSMISSION AUDIOVISUELLE







LUCAS DEBARGUE

PIANO CLASSIQUE

SUIVI DE L'ENSEMBLE 1904

DIMANCHE 24 SEPTEMBRE LA HALLE AUX GRAINS - 20 H

BLOIS





Infos/réservation : departement41.fr



DÈS 295€/MOIS, SANS APPORT.(1)

MINI STORE BLOIS 5. rue de l'Azin

5, rue de l'Azin 41000 Blois 02 54 50 40 40



(1) Exemple pour une MINI COOPER SE HATCH 3 PORTES EDITION PREMIUM. 36 loyers linéaires : 295 €/mois. Location Longue Durée sur 36 mois et pour 30000 km incluant l'extension de garantie. Assurance perte financière à souscrire par l'intermédiaire de BMW Finance ou auprès de l'assureur de votre choix, sous réserve d'en justifier auprès de BMW Finance. Offre réservée aux particuliers pour toute commande d'une MINI COOPER SE HATCH 3 PORTES EDITION PREMIUM dans les concessions participantes avant le 30/09/2023 sous réserve d'acceptation par BMW Finance, SNC au capital de 87 000 000 € - RCS Versailles 343 606 448, inscrit à l'ORIAS sous le n°07 008 883. Consommation d'énergie électrique : 15.8 kWh/100km. Autonomie en cycle mixte : 226 km ; autonomie en ville : 296 km. Modèle présenté : MINI COOPER SE HATCH 3 PORTES RESOLUTE ESSENTIAL avec options. 36 loyers linéaires : 380 € / mois. Consommation d'énergie électrique : 15.8 kWh/100km. Autonomie en cycle mixte : 226 km ; autonomie en ville : 296 km. Depuis le 01/09/2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée.

